

rouge

hebdomadaire de la ligue communiste

après l'agression
d'issy/
les/moulineaux

FASCISTE

C.F.T.

CITROËN

Je faisais partie hier soir
du COMMANDO FASCISTE CITROËN
qui a =

- ATTAQUÉ avec barres de fer, bistroles, grenades lacrymogènes, à la POLICIAIRE
- ENLEVÉ BRUTALEMENT 4 jeunes filles
- VIOLÉ à 3 reprises (une d'entre)

QUE DOIT-ON FAIRE

DE MOI

dissolution de la cft fasciste !

1 f 50
n° 167
22 juillet 1972

Juin 72.
Le « Figaro » appelle cela une « contre-offensive » de l'armée sud-vietnamienne. Ici, dans la région de Hué. Les « conseillers militaires » US ne sont pas seulement dans les Etats-Majors ou aux commandes des B52.



photo GAMMA

il y a 18 ans, les accords de Genève

● 20 juillet 1954. Les accords, scellant la fin de la première guerre d'Indochine, sont signés à Genève. 20 juillet 1972. Pour la deuxième fois, la conférence de Paris va se réunir après deux mois et demi d'interruption. Le Duc Tho, conseiller spécial de la délégation de la RDVN, se trouve dans la capitale française. Kissinger a, une nouvelle fois, mystérieusement disparu de New York et Washington. Parallèlement à la réouverture de la conférence de Paris, il est probable que, comme l'avaient d'avance suggéré les Vietnamiens, de nouvelles discussions secrètes se déroulent. Les commentaires des observateurs politiques et de presse vont bon train : le dix-huitième anniversaire des accords de Genève verrait-il donc s'engager — enfin — de sérieux « pourparlers de paix » ? Mendès-France va jusqu'à laisser entendre que le scénario de règlement du conflit est déjà prêt pour l'essentiel et que tout n'est plus qu'une question de temps. Climat d'euphorie donc — euphorie contenue cependant car l'histoire de la conférence de Paris est riche de désillusions.

Et pourtant, en Indochine même, l'escalade US connaît de nouveaux développements, notamment dans les provinces de Quang Tri et Thua Tien, tandis qu'à Saïgon l'opposition légale est chaque jour plus persécutée. Et pourtant les efforts des révolutionnaires indochinois ne se démentent pas, avec leur victorieuse résistance à Quang Tri, leur contre-attaque dans toute la province et autour de Hué, le maintien d'une activité soutenue du Nord au Sud du pays.

Les accords de Genève sont riches d'un double enseignement qui permet d'expliquer cet apparent paradoxe, et de modérer l'euphorie ambiante à la reprise des discussions. Ils ont d'abord enregistré la première victoire d'une révolution socialiste dans un pays directement colonisé par une grande puissance occidentale. Et par là ils ont illustré l'extraordinaire puissance que représente une révolution des classes sociales opprimées et exploitées se levant pour leur libération, un peuple en armes. De même, aujourd'hui, la conférence de Paris manifeste par son existence même l'échec stratégique de l'impérialisme américain forcé de reconnaître comme interlocuteur irremplaçable ceux dont il niait l'existence et qu'il voulait détruire : les révolutionnaires vietnamiens. Plus encore cette conférence quadripartite symbolise le chemin parcouru en 18 ans de combat par le peuple vietnamien : alors qu'à Genève les représentants vietnamiens se voyaient « fraternellement » encadrés et conseillés par les grands du « camp socialiste », aujourd'hui c'est en pleine responsabilité qu'ils font face aux porte-paroles de l'impérialisme US, manifestant par là leur autorité internationale et leur indépendance croissante.

Mais cette nouvelle victoire de la révolution socialiste que les accords de Genève avaient enregistrée, n'était pas complète : seul le Nord était libéré malgré l'extension nationale des zones intégralement administrées par le Vietminh et la population vietnamienne. Nous en connaissons la cause : au nom de la coexistence pacifique les représentants des Etats ouvriers bureaucratés soviétique et chinois — Molotov et Chou En-Lai — ont fait passer les intérêts propres à leur caste avant ceux des peuples indochinois et de la révolution mondiale. La reprise, aujourd'hui, après le refus du gouvernement américain pendant deux mois et demi de toute discussion officielle, des discussions de Paris démontre à nouveau l'impossibilité pour l'impérialisme et le stalinisme de réunir à nouveau une conférence de type Genève permettant de faire peser le plus directement sur les révolutionnaires indochinois le poids de la coexistence pacifique. C'est là un des gains majeurs de l'offensive en cours des peuples indochinois. Mais pour autant tout danger n'est pas écarté, le déploiement de la diplomatie américaine et l'écho reçu par elle tant à Pékin qu'à Moscou, l'attestent. Et la première leçon de la réunion tenue jeudi 13 juillet avenue Kleber le confirme : les positions des uns et des autres restent aujourd'hui encore parfaitement incompatibles. Voilà comment Nguyen Thi Binh, chef de la délégation du GRP, a résumé une nouvelle fois à cette 150ème séance plénière de la conférence de Paris, l'énorme distance séparant les propositions américaines de celles des combattants vietnamiens :

« Les « propositions en 8 points » avancées le 25 janvier 1972 par le président Nixon ne sont qu'un plan visant à poursuivre la « vietnamisation » de la guerre et à imposer à la population sud-vietnamienne la domination néo-coloniale des Etats-Unis. L'exigence d'un « cessez-le-feu immédiat », qui serait institué avant un accord sur les questions militaire et politique et selon les conditions avancées par M Nixon les 8 mai et 29 juin derniers, n'est en fait qu'un ultimatum déraisonnable et absurde. Un tel cessez-le-feu ne vise pas à mettre fin à la guerre, mais simplement à légaliser l'administration Nguyen Van Thieu et la présence militaire américaine, tout en ôtant au peuple vietnamien le droit de légitime défense contre l'agression étrangère.

Notre position est que le problème sud-vietnamien doit être réglé d'une façon définitive et exhaustive, ce qui signifie un règlement simultané des problèmes militaire et politique, permettant de parvenir, sur la base des accords atteints, à la signature par les parties d'accords globaux en vue de mettre fin à la guerre et rétablir la paix. Avec une telle approche, le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud Vietnam a

avancé sa solution en 7 points dont les deux problèmes fondamentaux ont été précisés. (...)

Le grand obstacle au règlement de ces problèmes réside dans le refus du gouvernement américain d'avancer une date limite précise pour le retrait de toutes ses troupes, comme dans son refus de renoncer à imposer à la population sud-vietnamienne le groupe belliciste actuellement au pouvoir à Saïgon. »

La conjonction indispensable entre les offensives menées en Indochine même et le développement aux USA et sur le plan international du mouvement anti-guerre n'apparaît pas encore suffisante pour forcer l'impérialisme à composition. Or l'impérialisme ne se raisonne pas, on le fait plier de force ou il ne cède pas. L'enjeu de la guerre d'Indochine est tel qu'on ne peut attendre passivement de la reprise des négociations le règlement du conflit. Face à la candidature de Mac Govern, Nixon manœvrera pour être. Après avoir accepté la réouverture de la conférence de Paris, il pourrait laisser entrevoir de possibles progrès dans les discussions. Pour apparaître comme le président prêt à gagner la paix, et donc comme le président à réélire. Et pour pouvoir dénoncer son concurrent comme sabotant au nom de propositions illusives et dangereuses les réelles possibilités d'accord. Mais simultanément il poursuit et aggrave l'escalade, la tentative de génocide, de biocide et d'écocide que l'impérialisme perpétue en Indochine. Rien n'indique qu'il est prêt à céder. Le rôle du soutien international à la révolution indochinoise reste complet.

L'ampleur même de l'escalade US crée des conditions favorables à la relance de cette solidarité. Les milieux du Vatican, certains milieux de la majorité sont même amenés à s'en inquiéter. Le premier ministre suédois poursuit ses violentes dénonciations de la politique américaine. Mais les vacances, la dédramatisation criminelle permise par l'URSS et la Chine du conflit, les illusions électorales du mouvement anti-guerre américain, les espoirs manifestés à la réouverture des négociations poussent au contraire nombre de militants à l'apathie. Or aujourd'hui, plus que jamais, notre action s'avère décisive. A l'occasion du 18ème anniversaire de la conférence de Genève, c'est un appel à la solidarité que Ton Duc Thang, président de la RDVN, a solennellement lancé.

Nous saurons y répondre.

Vive le Front Révolutionnaire Indochinois !
Autodétermination pour le peuple vietnamien !
Soutien au 7 points du GRP !

Pierre ROUSSET

Je désire prendre contact avec la LIGUE COMMUNISTE
(section française de la IVème Internationale)



Nom
Adresse
Profession
Age
Lieu de travail

rouge hebdomadaire de la ligue communiste

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Charles Michaloux

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Henri Weber

SECRETARIAT DE REDACTION :
J.P. Beauvais, Michel Lenoir, Charles Michaloux, Philippe Sabathé, Michel Thomas, Christiane Tillier, Gérard Vergeat, Henri Weber, Alain Krivine.

COMITE DE REDACTION :
Michel Beauchamp, Daniel Bensaïd, Alain Bertrand, Yves Clément, J. Fompeyre, C. Gabriel, Nicolas Hach, Joseph Krasny, Eric Laurent, Anne-Marie Lespinasse, Felix Lourson, Camille Paulet, Luis Rafaël, Pierre Rodolphe.

MAQUETTE ET ILLUSTRATION :
Mesen, Piotr, l'«Helgouach», Claude

10 impasse Guéméné Paris (4) tel 272 68 82 ou 88 96
impression : S.A.I.E. Moriamé, 61 fg Poissonnière Paris (9)

les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de l'organisation



toujours le bombardement des digues

● Le bombardement des digues, des fleuves et des rivières du Nord Vietnam se poursuit méthodiquement. Les méthodes de ces bombardements apparaissent clairement. Les bombardiers lâchent sur les digues elles-mêmes, mais aussi à leur voisinage immédiat, des bombes lourdes à effet de vibration. Ces bombes ne se bornent pas à faire dans les parois des digues de vastes brèches. Elles en ébranlent aussi les fondations, les rendant très vulnérables à la période des hautes eaux. De plus, les appareils de l'US Air Force et de l'US Navy lâchent après les raids, bombes à billes et raffales de canons mitrailleuse sur les équipes de réparation. Ces attaques sont coordonnées entre elles, selon un plan bien établi.

Les officiels américains se contredisent grossièrement devant les preuves produites. Après que Nixon ait reconnu que les digues étaient des objectifs stratégiques, ses Ministres ont nié que les ouvrages hydrauliques soient des objectifs délibérés ! Quand ils sont atteints par des bombes, c'est qu'il y a eu un hasard malheureux, ou encore que les Nord-Vietnamiens ont traîtreusement dissimulé des objectifs militaires tout près, ce qui rend l'attaque inévitable. Ou encore que si certaines digues lâchent, ce n'est pas parce qu'elles ont été bombardées, c'est parce que les paysans vietnamiens ont été négligés et n'ont pas procédé aux indispensables travaux d'entretien des ouvrages hydrauliques. Ce qui sous-entend clairement que si inondation cataclysmique il y a, ce sera la faute des paysans, insouciantes ou... occupés ailleurs. L'on voit poindre ici le chantage scandaleux du Pentagone, d'ailleurs clairement énoncé dans les documents secrets publiés il y a un an.

La menace, brandie sur le Nord Vietnam, d'un cataclysme énorme est utilisée comme arme diplomatique, et, pour gagner en crédibilité, commence à être mise à exécution.

Les Américains ne peuvent d'ailleurs

plus nier les faits. Le mardi 11 juillet, à 6 h du matin, les journalistes étrangers en poste à Hanoï, dont le correspondant de l'AFP, Jean Thoraval, ont été témoins oculaires directs de l'attaque par une douzaine de chasseurs bombardiers du système hydraulique de la région de Nam-Sach, près de Hanoï (Le Monde, 12.7.72).

De toute évidence, le chantage au cataclysme hydraulique va être de plus en plus utilisé. Il se double de la menace de faire tomber, sur le bassin du Fleuve Rouge, des pluies torrentielles déclenchées par des procédés chimiques dont la révélation vient d'être faite — probablement à dessein.

Comme toujours dans l'escalade, ce qui est nié hier est à moitié admis ensuite. Melvin Laird vient de reconnaître qu'après tout, même si le système hydraulique ne fait pas spécialement partie des cibles choisies, il était possible que l'aviation ait touché des digues.

Et à Hanoï, une ordonnance sur le travail obligatoire en temps de guerre demande aux habitants de « répondre à tout ordre de mobilisation ou de réquisition pour aller remplir toute tâche décidée par l'Etat particulièrement les travaux tels que la prévention ou la lutte contre les calamités causées par l'ennemi et la nature ».

La bataille des digues sera peut-être un des événements cruciaux de l'été 1972.

Nous devons mener une campagne d'information et d'agitation vigoureuse sur ce thème, en gardant notamment en mémoire qu'il s'agit là d'un thème facile à comprendre pour l'opinion publique, et dont la signification : la volonté délibérée de génocide, apparaît facilement.

**Halte aux bombardements des digues !
Halte au génocide !**

Le Nazi Seiss Inquart a été jugé et pendu à Nuremberg pour avoir inondé la Hollande,

Nixon assassin ! Même projet, même destin !

Alain Petersen

richard nixon a ...

déversé sur l'Indochine en trois ans, trois millions de bombes (une tonne à la minute) (1)

— contribué pour les trois quarts à faire exploser en Indochine onze millions sept cent mille tonnes de munitions (160 kg par ha, 262,8 kg par habitant) entre 1965 et 1972 (2).

— provoqué une restructuration massive des sols indochinois labourés par 26 millions de cratères de bombes couvrant 171 000 ha (2).

— causé des déplacements du sol indochinois au rythme de 1000 mm 3 à la minute (2).

— fait déporter à Poulo-Condor et autres camps de la mort lente 200.000 Sud-Vietnamiens.

— expérimenté en Indochine la guerre électronique et la guerre géophysique en provoquant des pluies acides.

— fait bombarder systématiquement les

digues de la RDV pour provoquer les inondations et la famine.

On peut rapprocher ces données de la déclaration suivante, faite devant le Tribunal de Nuremberg en 1946 par l'avocat général Jackson :

« Si certains actes et certaines violations de traités sont des crimes, ils le sont qu'ils aient été commis par les Etats-Unis ou l'Allemagne. Nous ne sommes pas disposés à établir contre d'autres une règle de conduite criminelle que nous ne serions pas prêts à voir invoquer contre nous ».

Sans commentaire.

(1) Washington Post, 11.4.72

(2) Chiffres publiés par les professeurs A Westing et E Pfeiffe dans « The Scientific American » et le « Los Angeles Times » à la suite de trois tournées d'observation en Indochine (Le Figaro, 9.5.72).

généocide chimique au sud-vietnam

● La reprise sur une grande échelle des opérations au Sud Vietnam a fait que l'on a moins parlé en 1972 de la guerre chimique. Pourtant, les Américains et les fantoches continuent à utiliser sur une large échelle les défoliants et les gaz toxiques.

En ce qui concerne les défoliants, on estime de source américaine que plus de 50 000 tonnes en ont été déversées sur le territoire du seul Sud Vietnam, depuis le début de la guerre.

Actuellement les opérations de défoliation sont plus discrètes. Dans certains cas, ce sont les avions fantoches qui se chargent de leur utilisation, ce qui permet aux Américains de dire que les engagements pris par Nixon en ce qui concerne cette arme sont tenus.

On a récemment reparlé des gaz, notamment du CS, à propos des opérations dans la province de Quang Tri. Ont été ainsi attaquées les villes de Quang Tri et de Dong Ha, des villages des districts de Cam Lo, Gio Linh, Hai Lang, le hameau de My Khe, district de Trieu Phong (les 8 et 9 juillet).

Enfin tout récemment, le village de La Vang, district de Hai Lang, et les hameaux de Van Phong et Dong Bao ; district de Trieu Phong ont été à leur tour attaqués.

Il semble que les troupes américaines aient fait à nouveau largement usage de ce gaz, notamment contre la population civile, pour rendre invivables de larges zones du territoire libéré.

Le CS est largué par avion ou par hélicoptère, sous forme de futs explosifs de 40 Kgs ou de bombes de 250 livres.

Enfin de source américaine, on cite

l'utilisation de nouveaux explosifs dont l'emploi dans les bombes et obus aboutiraient au dégagement de produits (non identifiés actuellement) qui entraineraient chez ceux qui se trouvent à proximité un état de torpeur et d'hébétément prolongé.

Dans leur réaction sauvage à l'offensive des révolutionnaires vietnamiens, les Américains ont mis en jeu de nouveaux moyens techniques. Il se peut — et il faut être vigilant à cet égard — que de nouvelles expérimentations sur la guerre chimique soient faites.

Rappelons au passage ce fait encore trop peu connu, que dans le cadre de la coexistence pacifique, Moscou a abandonné, il y a plus d'un an, à la Conférence sur le désarmement à Genève, sa proposition d'interdiction conjointe des armes chimiques et biologiques, proposition pourtant vigoureusement soutenue par l'Inde et la Suède. Les Soviétiques ont accepté de disjoindre le cas de la guerre chimique, et ont signé avec les USA un accord sans conséquences pratiques sur les armes biologiques... que les Américains n'emploient pas au Vietnam contrairement aux armes chimiques.

A.P.

VIENT DE PARAITRE

Génocide et Ecocide
supplément à
Sud-Vietnam No 2

En vente à
la librairie Rouge
1 F. Envoi franco : 1,50 F.

problèmes de logistique

● Nous publions ici une partie d'une interview de Nguyen Huu Tho, président du praesidium du FNL et président du conseil des sages du GRP, à l'AFP. L'intérêt de ce passage réside en ce qu'il illustre à propos d'un exemple particulier, la différence essentielle qui sépare la guerre impérialiste américaine de la guerre populaire du FNL. Là se trouve un des secrets qui permet d'expliquer l'extraordinaire résistance victorieuse des peuples d'Indochine (voir « Sud Vietnam en lutte », No 155, 10 juillet 72).

(...) Deuxième question : Avez-vous des problèmes de logistique ?

Réponse : Les problèmes de logistique se posent pour tout belligérant et à chaque opération militaire. C'est par la façon de les résoudre que chaque adversaire s'assure les meilleures conditions supplémentaires pour gagner la bataille.

Le corps expéditionnaire US et l'armée fantoche de Saïgon se heurtent à des difficultés ardues de logistique, car ils ne peuvent pas se ravitailler sur place. Tous leurs moyens et équipements de guerre, y compris les rations alimentaires et l'eau potable, viennent de loin : des Etats-Unis d'Amérique, du Japon, des Philippines, de la Thaïlande. Leurs magasins et entrepôts d'armes et de vivres se trouvent par contre sur notre sol et constituent des objectifs permanents des attaques de nos FAPL. La liaison par terre, par eau ou par les airs entre les bases ennemies et le front se trouve continuellement coupée par nous. « L'estomac » du corps de bataille de l'ennemi étant perforé et ses « artères » sectionnées, une telle situation ne peut manquer d'exercer une influence désastreuse sur la valeur combattive et le moral de ses troupes en première ligne. Nos FAPL sont par contre servis par une intendance sur place. Le peuple ravitaillé, nourrit les combattants de libération et résoud lui-même les problèmes de logistique suivant le slogan : « Tout pour le front, tout pour la victoire sur l'impérialisme américain agresseur ». L'aide fraternelle du Nord Vietnam et de nos amis de par le monde constitue une source importante de ravitaillement pour les FAPL. Les agresseurs américains s'efforcent en

vain de la couper en déclenchant la guerre de destruction aéro-navale contre la RDV. Johnson a échoué pitoyablement. A son tour Nixon est en train et ne pourra que récolter des défaites encore plus cuisantes.

Il existe une autre source de ravitaillement et une autre intendance au service des FAPL : ce sont les agresseurs américains eux-mêmes et leurs valets de Saïgon. S'emparer des armes de l'ennemi et s'en servir contre lui, tel a toujours été le mot d'ordre en matière de logistique de nos forces armées et de notre population.

déclaration

DE L'AMBASSADEUR
DE SUEDE

A HANOI

● Au congrès des jeunes socialistes-démocrates, M Jean Christophe Oeberg, ambassadeur de Suède à Hanoï, a assuré qu'il avait lui-même vu, trois semaines auparavant, des digues bombardées dans le delta du fleuve Rouge.

« Je ne suis d'ailleurs pas le seul à l'avoir vu. Les Américains commencent maintenant à parler de l'incapacité des Nord-Vietnamiens d'entretenir leur système de digues. Pour celui qui a vu le travail accompli par les Nord-Vietnamiens pour améliorer continuellement et renforcer les digues, cela apparaît plutôt comme une tentative d'alibi devant ce qui peut arriver si les digues éclatent et si les bombardements continuent au même rythme. Si la catastrophe devait arriver dans quelques mois, au moment de la mousson, nous saurions qui en est responsable. Mais cela ne doit pas arriver. La vie de plusieurs millions de personnes est en jeu, et une famine sans précédent éclaterait sans doute au Nord. C'est peut-être ce que les Américains recherchent quand ils parlent de ramener le Vietnam du Nord à « l'âge de pierre ». (Le Monde, 2-3 juillet 1972).

Larzac

un 14 juillet pas comme les autres

● Endormie sous un accablant soleil, Rodez — capitale de l'Aveyron — aurait pu passer un tranquille 14 juillet, dans le recueillement des dévotions tricolores. Mais Rodez était, ce jour là, le rendez-vous de tous ceux qui refusent que le Larzac devienne un champ d'expérimentation pour les armes nouvelles de Michel Debré.

Vingt mille manifestants, avec à leur tête des dizaines de tracteurs conduits par les paysans menacés d'expropriation (1), ont défilé dans les principales rues de la ville sous les acclamations de la population. Des milliers de villageois étaient venus de loin, par cars entiers. De nombreux jeunes avaient parcouru des dizaines de kilomètres, à moto ou en voiture, pour pouvoir manifester. Dans les départements environnants, et jusqu'à la Méditerranée, les routes, les pans du murs, les panneaux avaient été recouverts par les affiches du Comité de Sauvegarde : « Sauvons le Larzac » et les multiples affichettes des comités d'action locaux. Des milliers et des milliers d'affiches grand format, signées en commun par la Ligue Communiste et l'International Marxiste Group (sections française et britannique de la Quatrième Internationale) rappelaient que l'armée anglaise s'entraîne aussi au Larzac et portaient comme mot d'ordre : « Halte à la militarisation », « Soutien à la lutte du peuple irlandais ».

De la manifestation et du meeting qui la clôture, sur le foirail de Rodez, il importe de retenir l'aspect hétéroclite des mots d'ordre et des organisations participantes. Ainsi le docteur Bonnefous, président du comité départemental de sauvegarde, pour sucrer son image locale de marque, a d'ores et déjà dans la tête de laisser tomber le mouvement : « Je suis très ami avec M. Debré et je ne suis pas



photo Elle Kagan

opposé à la politique militaire du gouvernement », déclare-t-il. « Tous ces gauchistes turbulents me font peur ». Il est clair que ni ce personnage, ni l'évêque du coin, ni la cohorte des notables centristes qui flairent déjà la bonne soupe électorale ne constituent pour les paysans-éleveurs du Larzac une ligne de défense bien solide.

Plus sûrs semblent être les milliers de jeunes et de travailleurs qui ont parcouru Rodez aux cris de « A bas l'armée du Capital », « Bas les pattes, Debré, devant le Larzac », « Au Larzac comme ailleurs le pouvoir aux travailleurs ». Ces milliers de manifestants, regroupés derrière les banderoles des Comités d'action et de l'École Emancipée, constituaient de loin la partie la plus dynamique et la plus attractive du défilé. Ce sont eux qui, pendant les mornes discours des « personnalités locales » au meeting de clôture, ne cessèrent de réclamer : « La parole aux paysans ». Un militant réussit même à escalader la tribune, où il put prononcer au micro cette simple phrase : « Je viens dire ici qu'il y a une grande partie des

manifestants qui sont venus, outre la défense des paysans du Larzac, faire une action contre l'armée ».

L'affaire du Larzac va devenir, dans la région et peut-être nationalement, l'enjeu d'une bataille électorale. Déjà l'administration Debré se répand en mensonges concernant le nombre de fermes sinistrées, le nombre de paysans reclassés, etc... Les centristes et les cléricaux du coin ne sont pas en reste de démagogie : c'est à qui sera le meilleur défenseur de nos paysans et de notre patrimoine touristique.

Les paysans du Larzac risquent fort d'être les dindons de la farce, dès le lendemain des élections. Leur seule chance réside dans leur détermination à tenir, et dans leur capacité à réaliser la liaison avec les luttes ouvrières. Le problème est de constituer un rapport de forces suffisant face à la bourgeoisie, pour faire échec à la militarisation.

Yves CLEMENT

(1) Sur la genèse de l'affaire, cf. Rouge No 162 du 17 juin et le dossier de Politique Hebdo No 37 du 13 juillet.

suffisante contre la manipulation ? Ignore-t-il ou tait-il que la plupart des écoutes qui existent en France n'ont jamais été décidées par un quelconque juge d'instruction ? En tout cas, nous voilà prévenus : la « loi sur les libertés individuelles » votée en 70 ne signifiait déjà pas grand chose, l'assimilation des écoutes téléphoniques à des preuves judiciaires lui assène le coup de grâce. Et la « Commission pour le respect » des dites libertés étant présidée par le député UDR de Grailly impliqué nommément dans le scandale de la Villette, nous voilà pleinement rassurés.

F. Lœilleton.

un militant politique est toujours coupable...

● Après un mois de délibéré, le tribunal correctionnel de Versailles vient de condamner notre camarade R. Piskor à 13 mois de prison avec sursis pour coups et blessures, plus deux mois de prison ferme pour violation de domicile et 500 f d'amende. Cette condamnation pénale entraîne automatiquement à payer les dommages civils, soit 17 500 f pour diverses blessures (quelques hématomes) auxquels s'ajoutent les indemnités pour la perte d'un œil (reste 1/10 de vision) à la suite d'un coup à la tête, qui peuvent s'élever à 90 000 f. Toutes ces peines sont suspendues en attendant le jugement d'appel, excepté une somme de 5 000 f qui doit être versée immédiatement pour expertise de l'œil.

La condamnation est d'autant plus lourde que notre camarade n'avait pas en 1969 participé à la manifestation organisée par les maoïstes à Flins et que nous n'approuvions pas. Mais en plus il possédait un alibi (voir Rouge No 162).

Le maximum pour la violation de domicile est de 3 mois ferme, on lui en octroie deux. Pour les coups et blessures s'il n'avait eu que 12 mois et non 13, ceux-ci auraient été amnistiés (par la loi promulguée par Pompidou à son arrivée au pouvoir).

La condamnation est la même pour les maoïstes impliqués dans cette affaire. La

justice sait bien distinguer entre militants d'extrême-gauche et nervis fascistes, témoin la manière dont elle traite l'attaque du bal du Secours Rouge à Issy les Moulineaux par la CFT ; témoin la manière dont elle n'inquiète pas le fils de Kaspereit qui avait crevé l'œil de J.P. Speller, militant de l'AJS.

Pourquoi une peine si lourde ?

Avant tout pour immobiliser les militants et faire peser sur eux le risque de prison ferme. Le sursis c'est le risque tant qu'il n'y a pas prescription, au bout de 5 ans, et pour une affaire quelconque où le militant récidive, de faire la peine dont il a écopé précédemment plus sa nouvelle peine !

C'est là le sens le plus probable que peut prendre la répression : paralyser les organisations révolutionnaires non en les attaquant de front, dans la mesure où l'on risque des ripostes d'ampleur peu propices pour la bourgeoisie dans le contexte politique d'agitation sociale, mais plutôt en condamnant le maximum de militants, pour n'importe quel fait, qu'ils soient coupable ou pas, à du sursis. C'est plus insidieux et tout aussi efficace en songeant que l'on tape aussi à la caisse !

Là où l'affaire est très grave c'est que l'on accuse, on condamne qui n'est pas coupable. Ceci plus que tout autre chose nous ne le permettrons pas !

La répression s'accroît. Nous restons vigilants et pour chaque nouveau cas, nous riposterons. Dans le cas présent c'est lors du procès en appel que nous nous mobiliserons pour que notre camarade soit acquitté.

justice écoute écoute...

● La 10^{ème} chambre correctionnelle vient de rendre un arrêt fort intéressant : deux personnes ont été condamnées sur la base d'enregistrements de leurs conversations téléphoniques. La chose est importante : c'est la première fois qu'un tribunal reconnaît, non seulement l'existence (niée par les députés de la majorité) mais aussi la légalité des écoutes téléphoniques que la police utilise pour espionner les hommes politiques, certains truands et les militants révolutionnaires.

Les arguments utilisés par le juge qui a rendu la sentence sont d'ailleurs significatifs :

— les entretiens téléphoniques sont assimilables à une correspondance ; or une correspondance peut être saisie par la justice.

— il n'y a nulle contrainte, puisque les déclarations des interlocuteurs sont faites en toute liberté

— il n'y a pas violation de la légalité, puisque c'est le juge lui-même qui ordonne les écoutes

— enfin, le meilleur : il n'y a pas de manipulation puisque les bandes sont enregistrées par des policiers, donc des gens assermentés.

Voilà un juge bien naïf (ou bien roublard). Ignore-t-il ou tait-il que le fait d'être assermenté n'est pas une garantie

en revenant d'la r'vue...

● Les 14 juillet se suivent et se ressemblent de moins en moins. Du côté officiel, c'est la grande offensive de charme et de dissuasion : la bombinette et les cadettes de l'armée dans le même défilé, ça en impose à un public qui ne croyait plus tellement à l'armée française ; surtout quand ce public, composé de plusieurs millions de téléspectateurs, supporte par trois fois dans la même journée le même reportage délirant.

Du côté officieux, si la propagande dispose forcément de moins de moyens, elle n'en fait pas moins de bruit.

A Paris, un groupe de manifestants intervient dans le grand défilé (celui où se trouvent tous les officiels) avec une banderole : « Mille jeunes en prison, libérez Janin et Fayard ! », un autre brandit une affichette : « Morts de toutes les guerres inutiles, levez-vous et défilez ! ».

A Besançon, des tracts ont été distribués à la population, l'invitant à « discuter avec les soldats de leur vraie vie afin de briser le silence des casernes ».

A Lons-le-Saunier, des militants se sont regroupés au pied d'un monument pour protester contre l'extension du camp du Larzac et les expériences nucléaires françaises.

A Chambéry, des manifestants ont fait un sit-in prolongé sur le parcours que devait emprunter le défilé militaire.

A Rodez, enfin (voir article ci-joint) 20 000 personnes ont manifesté contre l'extension du camp du Larzac.

Partout, sauf à Rodez, les flics sont intervenus. Pas assez tôt pour que l'ensemble de ces manifestations n'ait pas marqué la journée du 14 juillet, peut-être plus que le défilé.

F. LOEILLETON



photo APL

après l'agression d'Issy les moulineaux

les méthodes des sections d'assaut nazies

● Dans la nuit du 13 au 14 juillet, une cinquantaine de membres des commandos CFT, qui sévissent habituellement à Citroën 15e, attaquent un bal organisé par les habitants (des travailleurs immigrés yougoslaves pour la plupart) d'un immeuble occupé, 6, rue Jeanne d'Arc, à Issy les Moulineaux. Les agresseurs sont armés de barres de fer, bombes lacrymogènes, révolvers d'alarme et pétards. Ils tentent de pénétrer dans l'immeuble, mais sont repoussés par les occupants et poursuivis jusqu'à l'usine Citroën 15e, dans laquelle ils se sont réfugiés. Au cours de la poursuite, ils ont réussi à enlever 2 jeunes filles tandis que deux membres du commando étaient retenus par les occupants. Cette agression est d'une ampleur jamais encore égalée, depuis quelques années, en France : elle rappelle nettement les premières attaques des groupes nazis SA en Allemagne à la fin des années 20.

Les deux membres du commando retenus sont des individus connus de la CFT de Citroën 15e : l'un, Antonio Martins Magalhaes, est tôlier P1 à Javel ; il portait même sur lui sa carte CFT (carte No 5345, délivrée en janvier 1969) ; il a reconnu être membre du commando. « Mon chef d'équipe m'a dit : prends une barre et viens avec nous » ; pour ce « travail », il a reçu 300 F. L'autre, Antoine Diaz, n'avait aucun papier sur lui : il est chef d'équipe à l'atelier de « ferrage » à Citroën Javel ; il portait sur lui deux grenades lacrymogènes. Ces deux individus ont été amenés en cortège, avec pancarte autour du cou, au commissariat d'Issy, le 14 Juillet dans l'après-midi. Ils ont été mis en liberté par la police.

Les deux jeunes filles enlevées par le commando ont été embarquées dans un fourgon Citroën dans lequel elles ont été brutalisées et l'une d'entre elles violée par trois nervis fascistes.

Pour les empêcher de reconnaître leurs agresseurs et les lieux, on leur avait bandé les yeux ; cependant, son bandeau ayant glissé, l'une d'entre elles a pu décrire les lieux : « J'ai aperçu une grande cour pleine de voitures et de fourgonnettes Citroën et cela à quelques minutes de voiture d'Issy. Elles ont ensuite été déposées dans un bois près de Versailles. Tout porte à croire qu'il s'agit de la cour de l'usine Citroën 15e. Et ce n'est pas la déclaration embarrassée de la direction, affirmant la chose « peu vraisemblable » et qu'on ne trouve pas dans les usines

« comme on veut », qui pourra contredire ce fait : on ne rentre pas comme on veut dans l'enceinte de Citroën, c'est certain, sauf s'il s'agit des individus de la CFT chargés de protéger l'usine. Il est connu de tous qu'il y a en permanence, à l'entrée Balard, des groupes d'hommes de mains de la CFT, équipés de barres de fer.

Quant au syndicat CFT de Citroën 15ème, il est beaucoup plus prudent dans ses dénégations : il admet qu'il y a « 5 chances sur 10 » que les 2 nervis, remis aux flics le 14, appartiennent à la CFT Citroën. Mais il ne répond pas à d'autres questions, en particulier : qui étaient les agresseurs ? Pourquoi sont-ils allés se réfugier dans l'usine Citroën ? Que faisaient aux alentours de Balard, les bandes de nervis de la CFT, le 13 au soir ?

De même, Mrs Pansart, « agent de secteur attaché au service social » à Javel, Vermot, chef du service gardiennage de la région parisienne, Carnavalli, contremaître à la peinture, pourraient-ils dire où ils étaient le 13 au soir vers minuit ?

Alors que la justice a l'inculpation facile contre les militants révolutionnaires, que la liberté provisoire est systématiquement refusée à ces militants pour des faits qui « légalement » sont beaucoup moins graves (rappelons que notre camarade Pierre Rousset a fait près de 2 mois de détention préventive sous l'accusation de transport de matières susceptibles d'entrer dans la composition d'explosifs), les deux agresseurs ne sont ni inculpés, ni à plus forte raison, maintenus en détention préventive. Bien au contraire, une information judiciaire est ouverte contre 3 des agresseurs.

Quand des militants ouvriers sont agressés par les nervis de la CFT, ils sont inculpés et détenus. (comme le fut notre camarade Daniel Elic à Caen) . Quand les nervis de la CFT sont pris sur le fait d'agression, ils sont tout simplement laissés en liberté.

Ces individus sont dangereux : ils doivent être inculpés !

Une longue série d'agressions.

Cette sauvage agression est la dernière, et la plus grave, d'une longue suite d'agressions perpétrées par les hommes de main du « syndicat » CFT de Citroën, hommes de main généralement dirigés par les sieurs Pansart, Vermot et Carnavalli, à Citroën 15ème.

Ces agressions ont visé en particulier les militants des syndicats ouvriers, CGT et CFDT, que la direction par l'intermédiaire de son bras armé, la CFT, veut à tout prix faire disparaître de Citroën, tout particulièrement avant la décentralisation (car celle-ci, génératrice de licenciements, peut être l'occasion de certaines luttes.). Parmi les plus récentes de ces agressions on peut citer :

— à Asnières, les hommes de la CFT ont placé un roulement à bille dans la serviette d'un délégué CGT, Daniel Léone, qui est fouillé à la sortie. La provocation ayant échoué, la direction l'isole dans un atelier comprenant seulement 70 travailleurs, où travaillaient déjà 2 délégués CGT. Toujours à Asnières, Mme Tocquet, militante CFDT, a été agressée à plusieurs reprises.

— le 14/7/71, un commando CFT, dirigé par le bien connu Pansart, attaque des militants CGT et CFDT qui collectaient des signatures pour la retraite à 60 ans.

— à Levallois, un candidat CGT aux élections de délégués du personnel, Messaoud Benghellah, est menacé par le chef interprète (CFT) Merchez, et enlevé par un commando CFT comprenant les dénommés Mignon, Delannoy et Djouzi ; comme il ne cède pas aux menaces, il est muté par la direction à un poste particulièrement pénible, et à nouveau menacé par Faucher, chef du personnel à Levallois, Bozeck, agent de secteur, Oury, chef d'atelier et Kraus, contremaître.

— le 4/2/72, à Citroën Nanterre, deux délégués CGT sont menacés par les nervis de la CFT, dont l'un brandit un outil perforant.

— de même à Levallois, le 21/3/72, c'est un couteau à la main, que ces mêmes nervis menacent des délégués CGT.

— aux dernières élections de délégués du personnel, c'est Louni Belhacem, candidat CGT, qui est victime d'agressions.

— ce ne sont là que quelques cas des plus récents « exploits » de la CFT-Citroën, et les plus visibles. A cela s'ajoute la répression quotidienne : délégués suivis dans leurs déplacements, dans l'usine et même à l'extérieur comme à Rennes ; militants syndicaux placés aux postes les plus pénibles ; brimades de toutes sortes (par exemple, à St Denis, le délégué CGT, Loyer, est employé au nettoyage des WC alors qu'il est ouvrier hautement qualifié) ; mouchardages institutionnalisés, etc...

Pour les immigrés, la répression est encore plus ouverte : ne sont pratiquement embauchés que ceux qui prennent leur carte CFT, tandis que les interprètes sont des flics à la solde du patron et bien souvent du consulat, comme Degon, interprète portugais et chef d'équipe peinture à Javel, comme Vittorino Gonzalves, interprète portugais et agent de la PIDE, police politique portugaise, Papazoglou, interprète grec en relation avec son consulat, Gonzales, régleur qui prétendait collecter pour la résistance anti-franquiste afin de connaître les anti-franquistes espagnols.

Mais les activités de la CFT ne se limitent pas à l'intérieur des murs de l'usine ; elle attaque également les militants des divers groupes politiques qui interviennent à la porte de Citroën. A Rennes, ils interdisent toute diffusion, ils ont même attaqué des candidats socialistes aux dernières élections municipales ; à Caen, le 4/11/71, ce sont des militants du PCF, qui sont agressés. Dans la région parisienne, des militants de Lutte Ouvrière, du PSU et de Base Ouvrière ont été agressés à plusieurs reprises, des faux bulletins de la Ligue Communiste « Citroën Rouge » ont été distribués à Levallois et Javel. Le 18/2/71, une bande de CFT dirigée par Pansart ratonne autour de l'usine du 15e, après le passage d'une manifestation lycéenne, enlève et blesse un jeune ouvrier de Citroën.

Elargir la lutte anti CFT

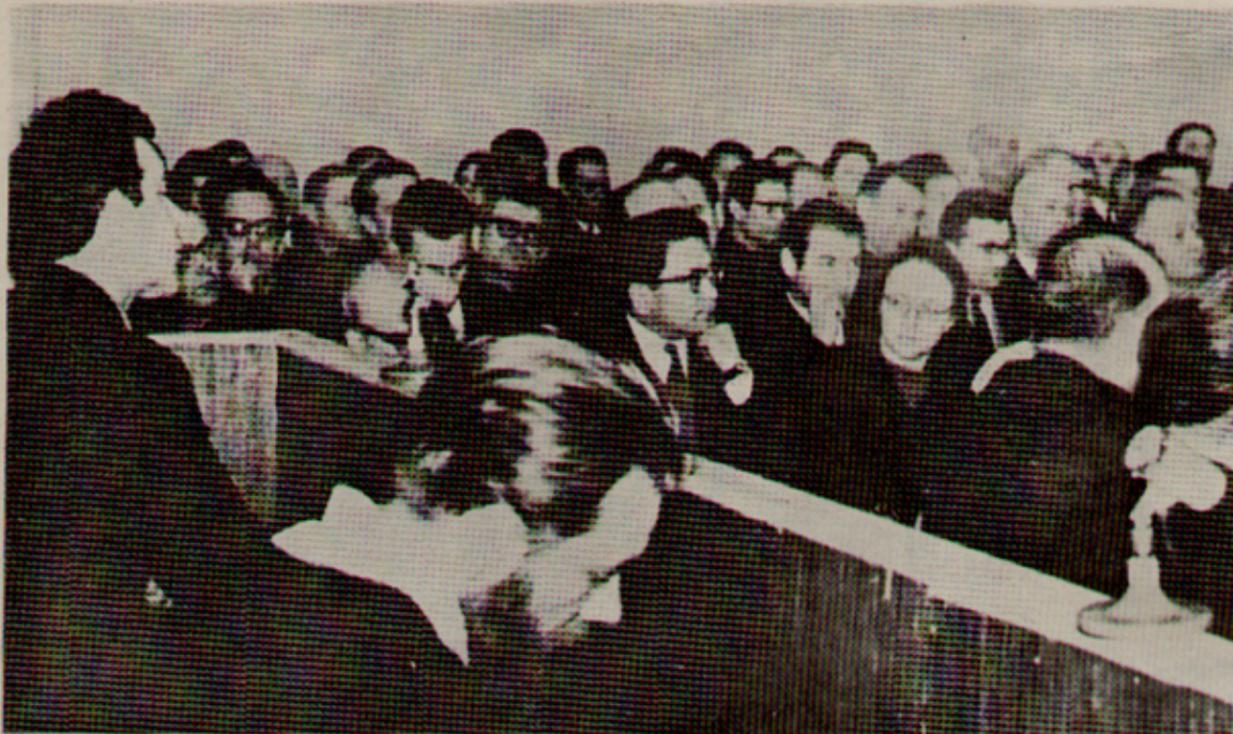
Comme on l'a vu, et comme vient de se produire avec éclat leur toute dernière agression, la CFT ne se contente pas de faire « régner l'ordre » dans les entreprises où elle est mise en place par le patron (Citroën n'est que l'une de ces entreprises) : prenant appui sur sa « base » dans une entreprise, elle se charge de faire régner l'ordre à l'extérieur. Cela s'est nettement vu à Rennes où elle a attaqué des locaux syndicaux et des meetings d'extrême-gauche, et dans la région de Poissy autour de Simca.

Plus que jamais, contre les agressions fascistes de la CFT, les travailleurs des entreprises où elle sévit doivent s'organiser pour se défendre, plus que jamais l'autodéfense ouvrière est à l'ordre du jour. L'autodéfense ouvrière à Citroën commence par la nécessaire protection des diffuseurs de tracts des organisations politiques et syndicales. L'autodéfense ouvrière à Citroën, c'est imposer (comme l'ont fait nos camarades à Rennes) des diffusions de tracts là où la CFT les interdit physiquement. L'autodéfense ouvrière à Citroën, c'est installer des piquets de grève importants et combatifs dans les ateliers où un mouvement se déclenche (lors de la grève au R 140 à Citroën dans le 14e, la CFT a pu commettre impunément des agressions).

En ce qui concerne l'agression d'Issy-les-Moulineaux, les organisations politiques et syndicales unies doivent appeler à la dénonciation publiques de toutes les crapules CFT qui ont participé à cet acte.

Correspondant

un cas



Yuli M Daniel et Andrei Sinyavsky à leur procès



un asile psychiatrique « spécial »



Piotr Grigorenko



Pavel Litvinov

Dr Lifchitz : Comment réagiriez-vous si on vous prescrivait un traitement consistant en l'absorption de deux neuroleptiques violents ?
Jaurès Medvedev : je penserais de ce traitement exactement ce que j'ai pensé des expériences que les médecins d'Hitler ont fait subir aux prisonniers de guerre dans les camps de concentration.

Andreï Almarik et sa femme



Soljenitsyne



« Le danger n'est pas passé, et nombreux sont encore ceux qui sont détenus dans des asiles psychiatriques pour des motifs d'ordre politique. Et un plus grand nombre encore vit sous la menace des représailles psychiatriques. Qui sera le prochain ? Ce n'est pas là une question facile »

● Roy et Jaurès Medvedev, deux frères, le premier historien, le second biologiste, deux membres de l'intelligentsia soviétique, maintenant connus en Occident par leurs essais anti-staliniens. En 1970, pendant 19 jours, Jaurès Medvedev fut interné en asile psychiatrique. La protestation énergique de nombreuses personnalités des lettres, des arts et des sciences en URSS comme à l'étranger obligea ceux qui avaient organisé cet internement à lâcher leur proie. Aujourd'hui, le récit de cette affaire que les deux frères ont écrit en alternance est publié en français.

« Nous avons nos procédures... »

L'affaire débute discrètement. D'abord la ruse. On demande à Jaurès Medvedev qui habite Obninsk et y a été licencié de son emploi sous un prétexte fallacieux, d'accompagner son fils, qui a eu quelques difficultés scolaires d'ordre psychologique, mais déjà dépassées, à une consultation au département régional de l'Éducation, à Kalouga. Tout est étrange dans cette convocation. Medvedev biaise et se refuse à l'invite. Un peu plus tard, le psychiatre qu'il a consulté pour son fils à Obninsk le convoque à son tour avec ce dernier. On fait attendre le biologiste dans une salle d'attente où il s'aperçoit qu'il est bouclé. Il parvient à s'en échapper. Cette fois les batteries vont se démasquer : peu après, c'est l'irruption en force, dans l'appartement de Medvedev (contre la légalité soviétique) de psychiatres accompagnés de policiers. Le refus de les suivre de Medvedev qui réussit à alerter les siens, des voisins, des amis, trouble un moment les psychiatres, profanes en la matière. Un commandant de police surgit pour trancher la situation. Medvedev est enlevé de force.

Sa femme prévient son frère, Roy, à Moscou, et celui-ci engage la campagne pour la libération de Jaurès, heureusement déjà bien connu. C'est le grain de sable dans l'engrenage. Le premier « examen » psychiatrique de Jaurès doit conclure qu'il ne montre pas de symptômes évidents de « maladie mentale » mais seulement des « signes de nervosité intense ». Conclusion : « ce qui exigeait... une observation plus poussée dans des conditions cliniques ».

Une seconde commission est désignée à Moscou, au ministère de la Santé de la République de Russie pour examiner cet étrange malade qui « montre quelques signes de déviation par rapport à la normale ». On ne recule pas devant les grands moyens pour soigner un humble savant de province. On doit cependant avouer à Roy Medvedev que cette nouvelle commission comporte plusieurs psychiatres du sinistre institut-prison Serbsky, dont le psychiatre-tortionnaire Lunts que Roy refuse. Celui-ci apprend que la famille a le droit de désigner deux psychiatres de son choix, ce qu'il propose. Pour les éviter, la loi est encore une fois violée : la main secrète qui tire les fils avance le jour prévu pour la seconde consultation : le psychiatre désigné par la famille ne participera pas au second interrogatoire qui est mené à fond de train en vingt minutes. Cette commission décide de garder Jaurès pour lui faire subir un traitement, sans justifier à la famille ses conclusions « médicales » (troisième — au moins — violation de la loi). La femme de Jaurès, son frère, ses amis répètent qu'ils le connaissent depuis de nombreuses années et qu'ils n'ont jamais observé chez lui « la moindre trace de comportement anormal ». Réponse : « Seul un psychiatre expérimenté est capable de détecter une maladie mentale à son premier stade » et « nous avons nos procédures... ». Ce raisonnement sera répété plusieurs fois. Il est évident que, selon ces critères, les psychiatres-policiers peuvent interner n'importe qui, n'importe quand, sans fournir d'autre explication que leur savoir incommunicable. Cependant, dans un tel cas, la violation de la loi soviétique (en dépit de ses imprécisions inquiétantes, soulignées par les frères Medvedev) était particulièrement difficile : seuls les malades dan-

de folie

que.
re

tile. »

geux peuvent subir un internement forcé. Il fallut déclarer que Jaurès était « surtout dangereux pour lui-même ». Commentaire : « Ce n'est pas tant ce qu'il écrit que certains actes qui accompagnent ses écrits. Il exerce une certaine influence ». Le vieux bolchévique, Lert, tire la conclusion qui s'impose : « Ce qui signifie... que ce sont les opinions de Jaurès qui constituent un danger public ? Pensez-vous vraiment qu'il appartient aux médecins de décider si les opinions de quelqu'un sont nuisibles ou bénéfiques ? ».

Il fallut finalement relâcher J Medvedev. En libérant le biologiste, l'agent actif de l'affaire, le Dr Lifchitz, de Kalouga, lui demanda le secret sur sa période d'internement pour « effacer toute l'histoire ». Jaurès accepta sous condition : « aussi longtemps que vous ne me rappellerez pas votre existence en me convoquant pour subir d'autres examens ». Il avait raison de se méfier. Ses ennemis gardaient un tour dans leurs sacs : l'obligation d'un « traitement à domicile et emploi » destiné à la fois à couvrir l'opération de répression par l'internement et à compromettre Jaurès dans son nouveau milieu de travail et d'habitation.

Ce jésuitisme est à l'origine de l'ouvrage des deux frères dont nous rendons compte.

Qui dirigeait l'opération ?

Les organisateurs cachés de l'opération tentèrent de faire croire qu'elle montait « de la base », d'informations rassemblées par la direction du Comité du Parti d'Obninsk et fournies spontanément par le milieu de Jaurès Medvedev. Mais les autorités d'une petite ville de province pouvaient-elles mobiliser de tels appuis aux plus hauts niveaux ?

Les personnalités qui intervinrent en faveur de Jaurès furent priées de s'en expliquer par les organismes dont elles relevaient : Union des écrivains, Comité du cinéma, comités du Parti (avec participation de membres du Comité Central) et jusqu'au Président de l'Académie des sciences qui convoqua Sakharov devant un cénacle de personnalités scientifiques ; en un mot les plus hautes instances du Parti et de l'Etat dont relevait chaque protestataire. Il est à noter que dans ces réunions les responsables politiques et culturels disposaient, en violation des règles de l'éthique médicale, du dossier établi par les commissions de psychiatres, celui précisément, que l'on refusait à la famille, qui, elle, y avait droit... Ces réunions de sermon cessèrent brusquement avec la libération de Jaurès. Elles avaient cependant marqué l'ampleur nationale de l'affaire et n'auraient pu avoir lieu sans décision des sommets du Parti et de l'Etat.

Et sur quoi portèrent les interrogatoires de Jaurès ? Sur ses œuvres, surtout sur l'ouvrage remarquable qu'il a consacré au lissenkysme. Lifchitz, par exemple, déclare : « J'ai lu le manuscrit de *Biologie et culte de la personnalité* et j'en ai conçu des doutes sur la santé mentale de celui qui l'a écrit ». Toute l'analyse « psychiatrique » part de là :

1) Un biologiste qui rédige des ouvrages de « polémique » souffre d'un dédoublement (ou de dissociation) de la personnalité ;

2) Sa schizophrénie se manifeste par la haute opinion qu'il a de lui-même, évidente par l'importance de ceux qu'il attaque, par le fait de se faire éditer à l'étranger, ou en ce que, par exemple, l'édition américaine de son livre contient une photographie de l'auteur ;

3) Sa mauvaise adaptation à son milieu social se trahit par le fait que, dans ses livres, il se bat « contre des moulins à vent ».

Les deux premiers thèmes sont évidemment ridicules, le troisième est plus grave, car il contient une notion de la normalité qui, jusqu'ici, ne s'était vue proclamée que... dans des romans de science-fiction alertant contre le danger d'un univers d'humains robotisés par un totalitarisme étatique quelconque.

La pièce à conviction, le livre sur Lissenko, désigne les promoteurs de l'affaire : Lissenko et ses séides. Roy écrit : « Le manuscrit de mon frère, qui avait été diffusé dans tout le pays en samizdat entre 1962 et 1964, avait discrédité les lissenkystes non seulement aux yeux des jeunes biologistes, mais aussi des savants compétents dans d'autres domaines, aux yeux des écrivains et même d'un certain nombre d'officiels du Parti. A cette époque, plusieurs lissenkystes avaient déjà essayé de compromettre mon frère et avaient accusé son livre de sabotage idéologique... Jaurès était devenu l'objet d'une campagne de presse... C'est alors que Jaurès avait été renvoyé de l'académie agricole Timiryazev de Moscou et qu'on lui avait trouvé un poste à Obninsk ». Cette première persécution s'était arrêtée avec la chute de Krouchtchev, second haut protecteur de Lissenko et des lissenkystes, mais « Lissenko lui-même s'est souvent vanté auprès de ses compères, qu'il est encore trop tôt pour l'enterrer et qu'il leur montrerait ». Roy précise « Je savais qu'au cours des mois précédents les amis et complices de Lissenko... étaient redevenus actifs ».

Il ne manque donc pas de chaînon essentiel à l'enquête. Le retour en force du stalinisme s'effectue dans tous les domaines. La persécution de J. Medvedev relève de la résurgence du lissenkysme, au moins au niveau politique.

Pourquoi la psychiatrie répressive ?

Jaurès relève que Staline avait à sa disposition des moyens de terreur beaucoup plus efficaces que la répression psychiatrique, mais que ses successeurs, obligés d'affirmer le principe de la stricte légalité, se trouvèrent bientôt en face de grandes difficultés « créées par le contraste qui existe entre le caractère relativement démocratique de la Constitution de l'URSS et le système absolument non démocratique selon lequel le pays est gouverné ». Il montre parfaitement que les procès Brodsky, Siniavski, Daniel, etc. n'étant pas de stricts procès terroristes, avaient laissé percer leur illégalité et avaient soulevé l'indignation à l'intérieur comme à l'étranger. De là le tournant dans la méthode de répression proposé en ces termes par le « psychiatre » Morozov (avec lequel Jaurès eut à faire) : « Pourquoi nous embêter avec tous ces procès politiques alors que nous avons des cliniques psychiatriques ».

Bien entendu, le système ne peut fonctionner qu'à la condition que les opposants soient relativement peu nombreux et isolés.

La protestation en URSS et à l'étranger

Le coup a manqué grâce à une exceptionnelle mobilisation de tout ce qu'il y a d'opposants en URSS.

On peut cependant douter que la protestation intérieure aurait été suffisante pour arrêter l'opération si elle n'avait pas déclenché une protestation internationale. Les deux frères Medvedev y insistent à de nombreuses reprises et leurs adversaires trahissent, eux aussi, leur inquiétude à cet égard. La colère de ces derniers s'exprime en général par le chauvinisme le plus grossier. Le chef psychiatre du ministère de la Santé, Snejnevsky, déclara que « si les psychiatres de Kalouga s'étaient trompés d'une manière ou d'une autre, le ministère de la Santé disposait de pouvoirs suffisants pour corriger les erreurs sans que des étrangers viennent s'en mêler », et quelqu'un rappela un mot de Pavlov : « Ceci est notre propre merde russe, et nous nous en sortirons tout seuls, sans aide extérieure ». Les opposants avaient beau jeu de répondre que c'étaient des actes tels que l'internement de Jaurès qui jetaient le discrédit sur le corps médical et insultaient au prestige du pays.

A bas la répression psychiatrique !

Le calme courage des frères Medvedev est d'autant plus grand qu'ils ne sous-estiment pas la puissance de leurs adversaires. Leur livre risque de leur coûter fort cher, comme à Marchenko son *Témoignage* et les siens à Grigorenko. Car loin de se limiter au « cas Jaurès », ils ont embrassé l'ensemble du problème. D'un côté, le livre montre comment la psychiatrie véritable (qui manque de moyens) est mise en danger en URSS par son utilisation répressive et, de l'autre, toute l'horreur de méthodes qui transforment le malade hypothétique en supplicié et le médecin en bourreau ou en aide-bourreau détraqué.

Comme le livre de Boukovsky, celui de J. et R. Medvedev appelle à l'action. Le mot d'ordre doit être : plus un seul interné politique en asile psychiatrique.

Le livre des frères Medvedev nous indique implicitement comment nous pouvons œuvrer à cette fin.

Snejnevsky s'écrit au début de l'affaire : « Il va y avoir un congrès international de psychiatrie dans un an à Mexico. De quoi aura l'air notre délégation, après cela, selon vous ? ».

Ceci signifie que l'opinion étrangère n'est pas impuissante devant les frontières de l'URSS, et surtout celle des hommes et des femmes qui combattent par ailleurs tous les crimes de l'impérialisme. C'est pourquoi le Comité formé par des psychiatres français appelant à la formation d'une commission d'enquête internationale (3) doit recevoir toute notre aide. Il a, en puissance, le moyen de sauver — s'ils vivent encore — Grigorenko et les centaines (les milliers ?) d'internés politiques torturés par neuroleptiques et électrochocs.

Michel LEQUENNE

(1) Un cas de folie ! de J. et R. Medvedev, coll. 16/24, ed. Julliard.

(2) *Grandeur et chute de Lissenko*, coll. Témoins, Gallimard.

(3) Correspondance : Dr. Claude Avram, 4, rue des Ciseaux, Paris VI^e ; voir appel dans Rouge No 159.

le pcf et la liberté de la presse révolutionnaire

● Nos camarades de « Lutte Ouvrière » nous informent des faits suivants : par une lettre du 4 juillet du « Bureau de la section technique Messageries » du Syndicat général du livre CGT, ils reçoivent une « motion » les menaçant de stopper la traitance de l'hebdomadaire Lutte Ouvrière. Cette motion aurait été adoptée par les équipes du Centre de distribution NMPP du Charolais et la Villette en assemblée générale les 22 et 23 juin. En fait, nos camarades de LO savent, par des travailleurs sympathisants de leur tendance, que les équipes en question n'ont été informées de cette « motion » que le 7 juillet. Mais les stalinien ne se sont pas limités aux menaces : le No 199 de LO, en date du 10 juin, était retenu au Centre de Charolais qui traite les exemplaires destinés aux régions du sud-est et du sud-ouest.

Ce sont là des manoeuvres qui tiennent du chantage. Des travailleurs sympathisants de LO diffusent en effet une feuille ronéotypée sur les centres NMPP de La Villette et de Bobigny. Cette feuille plait si peu aux stalinien qu'il y a quelques semaines ils ont agressé les diffuseurs aux portes du Centre de la Villette. Profitant de leur position dominante dans le syndicat, ils tentent d'imposer à nos camarades de LO le marché suivant : si vous voulez voir votre hebdomadaire diffusé normalement, cessez de publier cette feuille destinée aux travailleurs des NMPP.

Le PCF dénonce l'emprise des groupes financiers sur la presse, il proteste contre la censure dont est victime l'opposition de gauche à l'ORTF. Mais lui-même n'hésite pas à chercher à asphyxier un journal révolutionnaire, à censurer la presse ouvrière qui ne lui plait pas. Les élus municipaux du PCF se sont déjà fait remarquer par leur zèle à interdire des salles publiques aux organisations révolutionnaires, à interdire dans une commune bretonne la projection d'une copie du film de Maurice Clavel, lui-même censuré à l'ORTF. Ils s'attaquent maintenant à la diffusion de la presse révolutionnaire. Par contre, jamais la presse fasciste ou raciste, comme Minute, n'a été inquiétée. Est-ce là la démocratie avancée que nous mijote Georges Marchais ?

motion

● Les travailleurs des Messageries de Presse, réunis en assemblée générale les 22 et 23 juin 1972, décident, compte tenu :

- des distributions de tracts par des éléments appartenant à l'organisation « Lutte Ouvrière » et revêtant un aspect de provocations permanentes à l'encontre des représentants syndicaux CGT et des services de messageries,

- du contenu de ces différents tracts et de la publication « Lutte Ouvrière » calomniant et dénigrant sans cesse les positions démocratiques de la CGT,

- des dernières actions des éléments « Lutte Ouvrière » aux portes des entreprises de messageries, fondées sur le culte de la violence, de la barre de fer, du sabotage, de l'insulte, des tentatives de représailles physiques,

de stopper la traitance de l'hebdomadaire « Lutte Ouvrière » d'une semaine sur l'autre, tant qu'il ne sera pas mis fin aux provocations des éléments « Lutte Ouvrière » aux portes des entreprises de messageries.

L'attachement des travailleurs des Messageries aux libertés de la presse et à sa diffusion ne saurait, pour autant, tolérer des agissements risquant, par des agressions répétées, d'en arriver à des affrontements regrettables.

Les travailleurs des Messageries tiennent à réaffirmer qu'ils se sont dotés d'une organisation syndicale CGT, puissante, fortement organisée, dont les responsables sont démocratiquement élus et qu'en aucun cas ils ne sauraient se laisser abuser par des éléments irresponsables et extérieurs au mouvement syndical.

Adoptée par les équipes du Charolais et de la Villette

stages d'été

● Nous n'acceptons dorénavant plus aucune inscription. Nous répétons que tous les camarades qui se sont inscrits aux stages sont acceptés (sauf ceux qui recevront une lettre spéciale) ; nous avons pu, devant la demande énorme, démultiplier les stages 1 et 2. Tous les camarades du Sud de la Loire inscrits à 1 et 2 iront à Toulouse ; tous ceux du Nord de la Loire viennent dans la région parisienne. Pour tous les stages mais surtout pour les stages 1-2-5 de la région parisienne, il est demandé aux camarades qui le peuvent d'amener le maximum de matelas pneumatiques, duvets, lits de camp et même tentes. Les camarades qui ne peuvent pas venir au stage alors qu'ils sont inscrits doivent se décommander à l'avance pour ne pas empêcher un autre camarade de prendre éventuellement leur place. Dans toute correspondance, mentionner la ville, le No du stage choisi initialement, et joindre une enveloppe timbrée avec adresse pour la réponse.

à propos de l'offensive ouvrière de printemps

● Six mois de grèves souvent spectaculaires et toujours difficiles contre un patronat dont la dureté ne s'est pas démentie. Un printemps des plus agités qui a vu, à travers des grèves locales et deux mouvements nationaux, un potentiel considérable de combativité se

manifeste. Après la tempête, on fait le point. Krasucki se livre à cet examen dans une interview récente à la « Vie Ouvrière » (No 1 453 du 5.7.72) intitulée : « Quelques leçons d'un riche printemps ». D'après deux leçons sont à retenir. Elles méritent commentaire.

LE 7 JUIN, APRES COUP !

Les actions nationales des 7 et 23 juin ? Il ne faut pas les juger, dit Krasucki, à partir du refus de la commission supérieure des Conventions Collectives de céder sur le relèvement du SMIC à 1 000 F. « Dans toute une série d'entreprises, la lutte a permis d'obtenir qu'il n'y ait plus de salaire inférieur à 1 000 F. D'autres revendications ont été imposées dans la foulée de ces actions. Un nombre non négligeable d'entreprises où il n'y avait pratiquement pas d'action se sont mises en mouvement à la faveur du climat général ainsi créé, non seulement pour des objectifs d'ensemble, mais pour leurs revendications spécifiques ». Si telles furent en effet les conséquences du 7 juin dans certains secteurs, ce n'est pas ainsi que cette journée fut conçue et présentée par la direction de la CGT. Dans les semaines précédant le 7 juin, la VO titrait : « Faire sauter le gros verrou ». C'était l'objectif fixé à la grève nationale du 24 h. On nous expliquait, à juste titre d'ailleurs, que les luttes dispersées devaient être rassemblées dans un grand mouvement, dans un « Tous ensemble » de la classe ouvrière qui forcerait les résistances patronales et gouvernementales en frappant au sommet. Cet objectif fixé au 7 juin est maintenant minimisé, quasi-oublié par Krasucki lui-même. La VO illustre son interview par une série de compte-rendus de luttes, Hutchinson, les fromageries du Jura, la SKF d'Ivry, les chantiers navals de la Ciotat. Si la fonction donnée au 7 juin était le renforcement et la multipli-

cation des luttes dans les entreprises, pourquoi ne pas avoir mobilisé en soutien aux luttes en difficulté, celle des Nouvelles Galeries à Thionville, celle de la SCPC à Clermont ? Pourquoi n'avoir pas repris l'exemple victorieux du Joint Français, ce que firent les cortèges de la Ligue Communiste dans les manifestations ouvrières du 7 juin ?

« Faire sauter le gros verrou » impliquait autre chose qu'une trop tardive démonstration de force de 24 h. Si la situation était propice à une bataille centrale de ce type, le 7 juin devait se prolonger par des mobilisations plus importantes encore, avec des formes de lutte plus élevées. Or le 23 juin, en retrait sur le 7, ne fut qu'une simple action de pression avant l'ouverture des négociations sur le SMIC. Ceci n'empêchait pas l'Humanité de titrer l'avant veille de ces négociations : « L'action syndicale a donné aux négociateurs ouvriers l'appui d'une force considérable ».

Le son de cloche est différent aujourd'hui. La direction de la CGT évite de dresser le bilan réel de son activité. Absente de très nombreuses luttes, jouant un rôle de frein dans beaucoup d'autres, et notamment au Joint Français, elle est parvenue à reprendre l'initiative laissée pendant de longs mois à la CFDT. Tel était l'objectif réel de la grève nationale du 7 juin. Ceci permet maintenant aux dirigeants de la CGT de se poser en censeurs responsables des « grèves gauchistes ».

« IL Y A GREVE ET GREVE »

Il y a les bonnes grèves menées avec responsabilité, et les mauvaises, celles qui tournent mal. Voyez Girosteel et les Nouvelles Galeries de Thionville. L'aventurisme, la démagogie de la CFDT et des groupes gauchistes vis-à-vis des travailleurs combattifs mais sans expérience ont permis l'implantation de la CFT.

Le procédé est facile qui consiste à identifier des dizaines de luttes combattives où l'activité des révolutionnaires a pesé positivement sur le cours des événements, à ces deux grèves particulièrement difficiles. Facile également de critiquer « de l'extérieur » sans mesurer la responsabilité de la CGT elle-même dans la façon dont les choses ont tourné.

A Thionville et à Girosteel (1), les travailleurs n'avaient aucune ou peu de traditions syndicales, de traditions de luttes. Ils avaient été soumis à des conditions d'exploitation et d'oppression féroces. La révolte les a poussés très loin dans la lutte, avec une très grande énergie. Cependant la faible éducation de ces travailleurs, leur grande vulnérabilité aux pressions patronales de toutes sortes, rendaient réel le risque d'une cassure du personnel entre une partie très vite et profondément radicalisée dans la lutte et une autre partie qui, demeurant soumise et effrayée, sert de base aux manœuvres des « syndicats » patrons.

Un comportement irresponsable des directions ouvrières dans ces luttes peut évidemment avoir des conséquences particulièrement néfastes. Pour notre part, nous n'avons pas ménagé nos critiques aux dirigeants de la fédération CFDT du Commerce qui à Thionville, au bout de plus de 2 mois de grève, firent espérer aux travailleuses une rapide généralisation de leur grève à l'ensemble du trust, alors qu'ils ne s'étaient pas donnés les moyens d'une telle action. Mais la direction de la CGT est-elle habilitée à lancer condamnations et anathèmes ? Il faut dire la vérité aux travailleurs et éviter de les flatter, explique Krasucki, oui mais à condition d'être avec eux dans la lutte, et jusqu'au bout. Les travailleuses des Nouvelles Galeries de Thionville ont découvert le syndicat CFDT en entrant dans la lutte parce que ce sont des militants CFDT qui se sont présentés immédiatement pour les aider et les organiser. Où étaient les permanents CGT de la Moselle ? Pas au piquet de grève, pas aux bagarres avec les flics de toutes catégories et tous modèles qui ont été lancés contre les travailleuses, pas même aux manifes-

tations de soutien. Ils ont par contre rédigé des communiqués et des mises en garde publiés dans la presse.

Krasucki écrit que : « Notre richesse, c'est que la partie aguerrie de la classe ouvrière est tellement importante qu'elle a les meilleures conditions, par rapport à d'autres époques, pour transmettre rapidement son expérience ». Si, comme l'affirme avec condescendance Krasucki les nouveaux venus à la lutte des classes que sont les travailleurs des Nouvelles Galeries et de Girosteel « font leurs classes », ils ont besoin, face à un patronat de choc et jusque là omnipotent, de la solidarité active de ces secteurs aguerris de la classe ouvrière.

C'est le rôle des organisations syndicales que d'informer et sensibiliser les travailleurs, de leur proposer des actions de solidarité, de créer par des mobilisations locales un rapport de forces favorable aux grévistes.

Si « transmettre l'expérience » a un sens, ce ne peut être d'abord que celui là, ou du moins c'en est la condition.

Les responsables de la CGT à Thionville et à Girosteel ont au contraire dressé autour de ces luttes réputées « gauchistes » un cordon sanitaire ; ils ont tenté de créer des sections CGT en s'appuyant sur les travailleurs les moins décidés au moment où la lutte commençait à piétiner. Cette pratique d'isolement et de division ne pouvait qu'affaiblir les travailleurs en lutte face aux patrons, contribuer à rejeter définitivement ou à maintenir les non-grévistes sous la botte et les pressions patronales...

Plus qu'ailleurs peut-être l'unité syndicale est nécessaire dans de telles luttes, pour les renforcer et créer les conditions favorables aux victoires ouvrières. Le comportement sectaire de la fraction PCF dans la CGT à l'égard de ces luttes ne l'autorise nullement à jouer après coup les bonnes fées grondeuses hors de l'inspiration desquelles il n'est point de salut.

Michel THOMAS

(1) N'en déplaise à Krasucki qui passe ce fait sous silence, la grève des travailleurs immigrés de Girosteel au Bourget ne fut pas une défaite : au bout de 10 semaines de lutte, les grévistes obtinrent 63 centimes d'augmentation horaire (ils revendiquaient 1 F pour tous), le treizième mois, la réintégration de tous les travailleurs licenciés. Combien de luttes menées selon la tactique « efficace et responsable » ont abouti à des résultats semblables ?



photo KAGAN

Le gala de solidarité : Les jeunes travailleurs chantent « Les membres de l'ALJT n'aiment pas les nuits agitées ».

420 francs pour

Extraits de chansons écrites par les jeunes travailleurs sur l'air de « la mauvaise réputation », hymne du CIR.

« Les membres de l'ALJT
N'aiment pas les nuits agitées
A dix heures faut se pioncer
Pour aller demain travailler... »

Le vieux monde est gouverné
Par de vieilles et saintes idées
Surtout pas de contestation
Encore moins de révolution

Je ne fais pourtant de tort à personne
Quand sur une affiche mes rêves je crayonne... »

Refrain de « Sacco et Vanetti »

« Résidents Jeunes travailleurs
Refusons cette augmentation
L'ALJT n'aura pas notre fric
Et sans elle nous vivrons ».

notables et jeunes travailleurs

(variations sur le thème de la démocratie avancée)

Il était une fois une mairie PS-PC à Epinay qui se voulait « démocratique ».

Il était une fois des jeunes travailleurs en lutte pour défendre leurs conditions de vie.

Le contact devait être instructif : il le fut. Le maire flanqué de ses adjoints débarque en DS 21 au foyer. Reçu par le comité central de grève, il explique :

10) qu'il ne peut soutenir les revendications jugées trop irréalistes, (pensez donc à peine 11 % d'augmentation)

20) que le droit de visite 24 H sur 24, ça sera l'anarchie.

30) que l'organisation du ravitaillement à partir des stocks, c'est du vol pur et simple.

40) que l'ordre public devra être respecté.

Quant à la possibilité d'avoir une salle, chacun sait qu'au mois de juillet, la municipalité est débordée... Même scénario à Clichy où nous avons une municipalité PS. En plus des pressions de la préfecture, la mairie a évidemment fermé sa porte à la délégation du foyer et du comité de soutien. Au moins cela était clair, d'autant qu'un des résidents de la délégation est au PS et était pour le moins surpris des méthodes de son parti !

PS et PC sont prêts à tout, même à prendre la « responsabilité du pouvoir » mais pas celle du soutien des jeunes travailleurs en lutte.



Foyer d'Épinay : les flics brisent la glace de la porte pour entrer et venir piquer les vivres.

c'est trop nos salaires de misère

Jeudi 20 - 13 h.

13e jour de grève avec occupation des 6 foyers : le mouvement tient toujours malgré l'épuisement des stocks de nourriture. Les collectes de solidarité se multiplient ; mardi soir, 700 personnes assistaient au gala de soutien à Clichy. La CGT après quelques hésitations apporte son soutien à la lutte : c'est une preuve de plus de l'impact de cette grève !

La direction avait fait un premier pas en avant jeudi dernier en reconnaissant le Comité Central de grève. Lundi elle avait accepté de venir négocier à Epinay, mais mercredi elle revient sur sa décision et refuse de se déplacer. Pour intimider les résidents elle fait envoyer 90 convocations au tribunal à ceux de Clichy. Le soir même les flics entourent Epinay, Clichy, Argenteuil. Jeudi 10h le Comité Central de grève se déplace rue Férus au siège de l'ALJT : évidemment les directions qui les reçoivent n'ont aucun pouvoir et ne sont là que pour discuter ; en ce qui concerne le préalable (refus de négocier tant que les expulsions ne sont pas levées), leur réponse est claire : On peut suspendre les expulsions pendant la durée des négociations, mais elles ne seront levées que si les résidents acceptent toutes les propositions de la direction. Cette proposition est inacceptable pour les grévistes qui ne céderont pas sur le préalable :

NON AUX EXPULSIONS !

Versez massivement aux collectes de soutien
Envoyez les collectes au

Comité Central de grève
Foyer d'Épinay
65, rue de Strasbourg
Cité d'Orgemont
93 - EPINAY

interview

Interview réalisée avec des grévistes du foyer de Clichy le 19/7/72

Question : On a l'habitude des occupations dans les usines, où là elles ont le rôle de bloquer la production ; mais pour les foyers, cela surprend beaucoup, alors qu'est-ce que cela signifie réellement et pourquoi l'avoir fait ?

Réponse : Avant l'occupation, on a eu une série de discussions avec la direction qui nous a toujours opposé le mépris ou les flics. L'occupation avait donc pour premier rôle de répondre à l'escalade de la direction, et d'imposer un rapport de forces favorable pour les négociations. La direction a envoyé des lettres d'expulsion à ceux qui n'avaient pas

payé l'augmentation ; il fallait qu'ils puissent rester. La direction refusait de nous nourrir, il fallait manger. Pour cela il a fallu s'organiser, on a donc mis en place une série de commissions : une commission sécurité qui est chargée de faire la garde du foyer ; une commission cuisine parce que le personnel ne travaille pas et on est obligé de prendre en charge la cuisine, le nettoyage, etc... de même, il y a une commission propagande : faire des tracts, les affiches... Toutes ces commissions sont coordonnées au sein d'une commission centrale réunissant les différents responsables et le comité de grève.

Question : Peux-tu expliquer comment fonctionne le comité de grève sur le foyer de Clichy et sur les autres foyers ? Ont-ils été élus et comment sont-ils regroupés au sein du comité central de grève ?

Réponse : à Clichy, le comité de grève a été élu en A.G., les 2 copains qui sont représentés au comité central de grève, qui se réunit tous les jours, ont été élus également en A.G.. Sur les autres foyers, c'est la même chose, avec quelques problèmes parfois.

Question : Et les rapports avec le personnel ? Pourquoi certains travaillent et d'autres pas ?

Réponse : Il faut remonter à la grève du personnel d'il y a quelques mois. La direction avait essayé de nous diviser, mais dès le début on les a soutenus activement, ce qui a créé des liens entre eux et nous. Aussi dès que nous, résidents, nous avons démarré la lutte, le personnel était en majorité favorable. Mais la direction a fait un truc astucieux : elle leur a dit : vous serez payé que vous travaillez ou que vous ne travaillez pas, donc certains ont préféré rester à la maison. C'est le cas à Clichy. Sur les autres foyers où la majorité des gars est du SACLEP-CFDT, les rapports sont bons et ils travaillent, ce qui nous aide fortement.

Question : N'y a-t-il pas eu de problèmes dans les foyers entre grévistes et non-grévistes ?

Réponse : A Sarcelles essentiellement. Le directeur a formé un groupe fasciste pour semer la terreur. Quand des copains y ont été pour expliquer le mouvement, ils ont vu derrière eux un gars avec une clef molette et autres outils du même genre. Tout a été fait pour empêcher le contact, pour isoler le petit noyau qui n'avait pas payé et même l'expulser manu militari.

Question : Les stocks de bouffe arrivent à leur fin, pour nourrir 200 gars à Clichy, il faut 100 000 AF par repas, il faut donc un très grand soutien ; où en est-on sur ce plan là ?

Réponse : D'abord le Secours Rouge, Lutte Ouvrière, la Ligue Communiste, le PSU, l'AJT ont décidé dès le début de former un comité de soutien. Ensuite le PC a été contacté mais il ne voulait pas travailler avec les gauchistes, et nous disait que notre lutte ne pourrait pas aller loin sans un changement radical de gouvernement. Les résidents du foyer qui sont au PC ont demandé à la cellule locale du PC de venir expliquer aux résidents la position du parti. Le PC a demandé alors aux grévistes d'exprimer par vote qu'ils étaient d'accord avec sa venue.

Ça a été accepté à condition qu'ils se réunissent avec une

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL
253, RUE LA Fayette, PARIS (10^e)
TÉLÉPH. : 208-00-50 et la suite
Adresse Télég. : CONFEDGC - PARIS
Compte-Check Postal PARIS 62-48

PARIS, le 16 juillet 1972

MESSAGE DU CENTRE CONFÉDÉRAL DE LA JEUNESSE C.G.T.
AUX RÉSIDENTS DES FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS (A.J.J.T.)

Les jeunes travailleurs éprouvent de grandes difficultés pour se loger et trop souvent sont livrés aux "marchands de sommeil". Ceux qui peuvent intégrer un foyer plus confortable sont tributaires d'un règlement rétrograde et paient un loyer excessif par rapport au pouvoir d'achat, résultant de l'absence de contribution patronale ajoutée à l'insuffisance des subventions des pouvoirs publics.

Une nouvelle majoration intervenue brutalement et en dehors de toute règle démocratique, au 1er juillet, aggrave encore cette situation.

Le Centre Confédéral de la Jeunesse C.G.T. félicite les jeunes résidents en lutte. Le C.C.J. se prononce notamment pour :

- la réintégration des résidents exclus
- l'octroi d'une contribution financière patronale
- l'augmentation des subventions des pouvoirs publics
- la démocratisation des règlements des foyers.

Sur la base de ces objectifs, le Centre Confédéral de la Jeunesse est prêt à apporter toute son aide aux jeunes travailleurs en lutte, pour laquelle il souhaite plein succès.

Le Bureau National
du Centre Confédéral de la Jeunesse.

Le message de solidarité du Centre Confédéral de la Jeunesse CGT

commission de résidents et des gars du comité de soutien. Vote à l'unanimité des résidents, mais refus du PC ! Ce qu'il faut noter quand même c'est le changement du PC au cours de la grève. Au début les articles de l'Humanité étaient les dénonciations des gauchistes et des mises en garde contre tout mouvement aventuriste. Depuis le mur du silence a été brisé, ça a changé, plus de critique au moins ! De même la CGT a refusé de participer au comité de soutien, mais a pris position dans plusieurs boîtes sur notre lutte : en particulier à l'EDF et à l'Alstom. A l'EDF, le syndicat a même réuni tous les agents qui habitent le foyer ! Au gala, un message de solidarité du centre confédéral de la jeunesse est arrivé et l'URP-CGT diffusait un tract de soutien à l'entrée. Ça, c'est un pas important ! Pour la CFDT, l'UL est dans le comité de soutien, son premier boulot a été de sortir des tracts, et d'entamer la popularisation : campagne d'affiches, collectes sur les marchés, au sorties de métro, au bal du 14 juillet... et d'organiser le gala. Le rôle psychologique du gala a été énorme : pour la première fois, tous les résidents se sont retrouvés ensemble : ça a permis à tous de se sentir plus forts ; on s'est exprimé, ça nous a redonné du courage !

Question : Où en sont maintenant les contacts avec la direction ? Jeudi dernier, elle a reconnu de fait le comité central de grève en acceptant d'en rester là, et depuis ?

Réponse : La direction a une tactique très claire : essayer de diviser les foyers, et pour cela elle a utilisé différents moyens : d'abord amener la viande dans certains foyers alors que d'autres en manquaient. Ensuite tenté de négocier foyer par foyer, c'est ce qu'elle a tenté de faire lundi dernier à Chatillon, entre autres. Des directeurs se sont mis en contact aussi avec des foyers non-grévistes, en proposant la liberté d'expression, l'élargissement des droits de visite, mais - revers de la médaille - dissocier le prix de la chambre et les repas, elle en vient à proposer une augmentation de 60 F. En mettant dans la balance le poids des foyers non-occupés, c'est une magouille de plus ! Pour nous les choses sont claires. D'abord nous ne voulons pas faire les frais de la rentabilisation des foyers, donc nous serons fermes.

Pour terminer je voudrais revenir un peu sur l'occupation : elle a eu un impact extraordinaire au niveau des résidents : c'est à travers elle qu'ils ont compris l'importance des revendications. Par exemple, quand on demandait le droit de visite, la direction disait : ça va être le bordel et certains résidents hésitaient. Maintenant on est convaincu que c'est fondamental et nécessaire. On a fait l'expérience qu'on est assez grand pour se diriger. Un autre point intéressant, c'est la prise de conscience politique générale. Avant la plupart étaient méprisants et méfiant envers « la politique ». Maintenant, on a compris que notre problème était politique. En plus on a vu ce qu'étaient des organisations politiques, comment elles travaillaient, agissaient ; on a vu qu'au départ ce sont les organisations d'extrême-gauche qui nous ont aidés, la CFDT aussi, le PC était plutôt contre au départ, mais il a évolué, la CGT réticente aussi mais nous soutenait dans certaines boîtes, et maintenant au niveau de l'URP et du centre confédéral (CGT) de la jeunesse. Pour nous, c'est très enrichissant et il y a des choses qu'on ne pourra plus nous enlever maintenant : le droit de visite et la liberté d'expression.

réponse aux militants du psu troisième partie

● Aux camarades du PSU en rupture de ban qui se sont adressés à notre organisation, nous répondons ici pour la troisième fois. Leur lettre (« Rouge » N° 163) posait de nombreuses questions, sur la construction du parti révolutionnaire, le travail ouvrier, l'Internationale. C'est sur ce dernier point que nous répondons aujourd'hui.

l'internationale

Camarades, de toutes les questions auxquelles nous nous sommes efforcés de répondre, la plus décisive politiquement est celle de l'Internationale. Vous l'abordez dans la troisième partie de votre lettre et c'est uniquement pour vous répondre que nous avons respecté ce plan, car sinon c'est en tout premier lieu que nous aurions abordé ce sujet avec vous.

Vous nous expliquez en une phrase que « la référence fondamentale au concept de révolution permanente conduit tout naturellement à la nécessité d'une Internationale révolutionnaire, donnant chair à l'internationalisme prolétarien, en mettant effectivement en pratique une stratégie mondiale de la révolution ». Il peut vous sembler paradoxal que ce soit nous qui vous rétorquions : « Comme vous y allez ! ». Est-ce « tout naturel » ? Est-ce aussi simple que vous le dites ? Si pour nous cela paraît « naturel », nous sommes bien placés pour savoir quel faible poids une telle conception peut avoir parmi la seule avant-garde. Cette question concerne 3 milliards d'hommes et quelques dizaines de millions de communistes et elle n'est posée que par quelques dizaines de milliers d'entre eux. Et encore savez-vous que les quelques phrases que vous écrivez pour évoquer les conceptions de l'internationalisme qu'ont les marxistes-révolutionnaires, qu'ont les trotskystes, sont fortement discutées, sinon ignorées de l'avant-garde. Les internationalistes ne peuvent plus « tenir dans un taxi », mais leur nombre n'est pas suffisant pour que dans la pratique, les conceptions internationalistes qui sont les leurs s'avèrent « naturelles »

Nous ne vous disons ceci que pour aborder la véritable question posée implicitement par votre lettre. Nous sommes d'accord globalement avec votre préambule sur la Quatrième Internationale et serions tentés d'acquiescer en une phrase à chacune des questions que vous posez :

— oui, pour nous, la Quatrième Internationale n'est pas l'Internationale révolutionnaire de masse ; non, elle ne le deviendra pas par simple croissance linéaire, les processus de regroupement seront complexes, nous sommes d'accord, sans aucune ambiguïté ;

— non, la Quatrième Internationale telle qu'elle est aujourd'hui ne peut sérieusement prétendre imposer des directives concernant la tactique propre à chaque pays. Pour une réponse précise, il vous suffit de lire les statuts qui sont actuellement en vigueur dans la Quatrième Internationale (1) : « Plutôt que d'exercer des mesures disciplinaires propres dans des cas de divergences avec une direction nationale, le C.E.I. doit chercher à recourir à la persuasion et aux recommandations. En aucun cas il n'a le pouvoir de changer la majorité d'une direction régulièrement élue d'une section nationale » ;

— assurément, nous ne sommes pas dans la même période que celle de la fondation de la Quatrième Internationale, assurément nous luttons contre les dogmatismes, nous ne croyons pas que les forces productives ont cessé de croître...depuis 1938, assurément nous pensons qu'il faut mettre en chantier un nouveau programme pour la révolution mondiale.

Sur ces trois questions, non seulement tous les textes, mais toute la démarche, toute la situation actuelle de l'Internationale, authentifient notre accord avec ce qui est posé dans vos questions. Nous sommes même prêts à vous préciser des points que les plus féroces « anti-quartistes » ont abordés — comme vous mêmes sans doute le fîtes autrefois. Nous savons toute la complexité, non seulement des « regroupements », mais des bouleversements, des ruptures, des changements — objectifs et subjectifs — fondamentaux qui s'opéreront d'ici que naisse l'Internationale révolutionnaire de masse, du creuset de l'Internationale actuelle. Nous savons tous les dangers de sectarisme, tous les travers organisationnels, toutes les « auto-proclamations » fétichistes, tous les risques d'intervention malencontreuse vis-à-vis des sections nationales indépendamment de la connaissance et des moyens concrets d'élaborer une stratégie internationale. Nous savons les difficultés d'une telle élaboration justement parce que nous ne sommes pas une « Amicale du Café du Commerce » et que nos décisions tendent à être appliquées concrètement dans l'action.

C'est dans la pratique que nos camarades d'Argentine et de Bolivie ont essayé d'appliquer l'orientation majoritaire au 9ème congrès mondial (avril 69) de la Quatrième Internationale.

C'est dans la pratique que la Ligue Communiste, récente adhérente de l'Internationale, s'est investie dans les tâches politiques et organisationnelles que notre développement national nous imposait, aux côtés de nos camarades européens, américains, aux côtés de nos camarades des pays dits du « Tiers-Monde », et des pays dits « socialistes ».

Car c'est là que nous avons appris pratiquement qu'être internationaliste n'est pas « tout naturel » aujourd'hui.

Vos questions, camarades, soit dit en toute fraternité, ne sont pas les questions fondamentales. Elles sont tout à fait à l'ordre du jour des discussions de l'Internationale pour son prochain congrès mondial (en 1973). Mais nous préférons vous répondre sur ce qui est, à notre sens,

implicitement posé par votre démarche : quelle est la fonction de la Quatrième Internationale aujourd'hui ?

La question de la Quatrième Internationale est en effet un discriminant décisif dans l'avant-garde aujourd'hui. Elle est la question qui a présidé à la construction de la Ligue Communiste et non pas de façon « neutre » : ce fut le débat essentiel qui éduqua les militants de notre organisation, la question qui nous distingua au sein des courants révolutionnaires « issus » de mai 68 ou « réveillés » par mai 68.

Il est impossible de comprendre le processus de construction de la Ligue Communiste sans faire référence aux débats de notre premier congrès et à la décision d'adhérer à la Quatrième Internationale. Si nous sommes devenus pour vous « le lieu privilégié des initiatives pour la construction du parti révolutionnaire », c'est grâce à la clarification que ce vote opéra alors dans les rangs de l'extrême-gauche.

Ce vote, non seulement ne nous rendit pas « totalement extérieurs à la conscience ouvrière », comme ceux qui nous combattaient nous désignaient alors, mais nous permit, au contraire, de nous placer du point de vue du prolétariat, du point de vue des héritiers de l'opposition de gauche au stalinisme. Et cela ne fut pas valable seulement pour la Ligue mais aussi pour nombre de groupes européens qui imitèrent son exemple : ce fut là aussi le moyen concret de faire progresser vers des positions marxistes-révolutionnaires et de faire fusionner des organisations suisses, belges, luxembourgeoises, danoises, suédoises, britanniques, hollandaises et espagnoles !

Cela peut faire sourire et sembler une suite de phrases bien connues. Mais il doit pourtant bien apparaître que c'est ce clivage, cette éducation, cette perspective so-disant abstraite, qui ont présidé aux destinées de la Ligue jusqu'à aujourd'hui. Se placer ainsi du point de vue du prolétariat n'est pas « superflu » au moment où l'avant-garde est essentiellement implantée dans la petite-bourgeoisie radicalisée, ou dans les couches sociales « moyennes », et où celles-ci quels que soient leurs dires, sont influencées par les séquelles du stalinisme.

L'anti-trotskysme désuet dont fit preuve une certaine partie de la « génération de mai » s'explique bien mieux dès lors que l'on considère cette génération et les influences matérielles, sociales qui s'exerçaient sur ses boussoles perturbées : la révolution chinoise, la force de l'URSS, les leaders des luttes de libération nationale, les traditions du mouvement ouvrier français organisé par le PCF. Cette « abstraction » internationaliste ainsi crûment posée, demandait des références politiques précises et un combat ardent.

Ce débat s'il n'avait été qu'« abstrait », n'aurait eu que peu de portée dans le foisonnement d'idées de l'après-mai : mais il avait sa traduction pratique grâce à l'existence même de la Quatrième Internationale.

La manière dont ce débat fut introduit, la portée qu'il eut, illustrent tout le sens de la démarche à laquelle nous nous attachons pour la construction d'un parti d'avant-garde. Nous savons qu'il y a des principes avec lesquels il ne faut pas transiger — quand bien même ils sont minoritaires, quand bien même ils sont « extérieurs » à la conscience ouvrière. Nous savons qu'il faut transmettre ces principes imprescriptibles, au premier rang desquels figure l'internationalisme. « Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas ». Mais on peut les illusionner : l'URSS, en s'érigeant par le biais de sa bureaucratie dirigeante, en « patrie » du socialisme, a pu abuser les espoirs des travailleurs du monde entier ; elle a même pu réduire l'internationalisme à la seule

La Conférence de Bruxelles, en novembre 1970

photo TRIX



question de la défense de l'URSS, elle a pu dissoudre officiellement sans autre formalité, la IIIème Internationale, après l'avoir annexée officieusement.

Ce n'est pas par le « droit à l'ambiguïté », ni « à l'hétérogénéité » que s'aborde une question aussi décisive que l'internationalisme. Ce n'est pas non plus progressivement : aucune concession ne peut être faite là-dessus.

Et c'est pourquoi nous posons nous-mêmes des questions plus « hardies » que celles que vous nous posez. C'est pourquoi aussi nous ne craignons pas de mettre progressivement tout en œuvre pour parvenir à des solutions.

Nous ne pensons pas que la IVème Internationale puisse être « auto-proclamée », mais nous pensons que rien de décisif ne peut être fait en dehors de la IVème Internationale actuelle pour la construction d'une Internationale révolutionnaire de masse. Nous ne pensons pas seulement qu'elle est — comme vous dites — un « bon instrument » ; nous pensons qu'elle est le **seul** instrument actuel et le meilleur pour l'accomplissement de la tâche que nous visons. Aucun projet d'Internationale ne s'avère aussi conséquent — aujourd'hui — que celui de la O.I. : ni celui des lambertistes dogmatiques, ni celui des groupes nationaux « à vocation » internationaliste (mais qui ne concrétisent nullement leur vocation dans l'incarnation organisationnelle pratique indispensable) ni celui des « grands pôles » internationaux (les directions chinoise, cubaine ?) dont les vacillements politiques ne sont pas étrangers à l'absence de principes en la matière. L'internationalisme n'est pas abstrait, il s'incarne **organisationnellement** : combien de militants détachés au centre ? Combien d'argent investi (c'est-à-dire quelle part de cotisations orientées pour le fonctionnement de l'Internationale) ? Quelle part donnée à la préparation d'un congrès mondial ? Quels voyages sont prioritaires ? en Amérique Latine ? en Europe ? en Asie ? Quels débats sont essentiels ? Quels grands axes communs ? Comment contribuer le mieux et le plus efficacement par une stratégie internationale à la victoire de la révolution indochinoise ? Voilà quelles sont, dès lors qu'on appartient à une Internationale — avec un minimum de devoirs — les préoccupations inévitables qui donnent aujourd'hui, en 1972, la seule preuve authentique d'internationalisme. Sans cadre organisé international, si faible soit-il, pas de vision ni de travail international.

C'est pourquoi aussi en reprenant vos questions, nous pensons devoir préciser :

— Nous sommes pour une centralisation plus importante de l'Internationale, aujourd'hui que nos forces croissent. Nous sommes pour une élaboration collective progressive d'une stratégie internationale qui puisse donner une unité plus importante à l'ensemble des sections nationales.

— Nous sommes pour que l'Internationale centralisée se donne les moyens de rédiger un nouveau programme de la révolution mondiale. Ceci est d'ailleurs à l'ordre du jour de ses deux prochains congrès.

Voilà camarades, sommairement, notre réponse aux questions que vous posez. C'est dans le cadre de la IVème Internationale qu'il faut discuter des autres positions (ce qu'a dit le SU sur la révolution indochinoise, sur la lutte armée en Amérique Latine, sur le Bengale, sur la politique maoïste) avec lesquelles vous vous dites d'accord. Ces positions n'ont pas pu être prises en dehors de la IVème Internationale, elles ne peuvent pas être discutées en dehors d'elle.

Gérard FILOCHE

(1) Publiés en brochure — mai 70 — numéro spécial, supplément à la revue « QI No 43 »

vient de paraître

Prix : 3 f. Envoi franco : 3 f 50.

e.mandel
trois textes sur l'organisation du prolétariat

construire le parti révolutionnaire



1- Pourquoi le bolchévisme ? 2- Qu'est-ce que la théorie leniniste de l'organisation ? 3- L'actualité de la révolution, l'actualité du Minime.



notes internationales

Déclaration du Bureau Politique
de la Ligue Communiste

mozambique

les colonialistes portugais utilisent les défoliants

Les forces colonialistes portugaises viennent de franchir un nouveau pas dans leur escalade de répression des populations africaines du Mozambique : des opérations de défoliation destinées à détruire les cultures dont se nourrissent les Africains en lutte contre l'oppression portugaise, ont été entreprises tout récemment. Les opérations de guerre chimique, conduites avec le concours de pilotes et avions sud-africains, sont une preuve supplémentaire mais assez significative de la participation de l'Afrique du Sud à la répression des luttes de libération en cours dans les colonies portugaises.

L'utilisation par les forces portugaises de substances chimiques défoliantes a un caractère particulièrement criminel. En effet, et comme en témoigne la presse internationale, notamment le « Sunday Times » et « Le Monde », les produits défoliants utilisés au Mozambique contiennent un mélange (2,4-D) qui serait potentiellement dangereux pour l'homme, comme le signalent les conclusions des chercheurs de l'Institut de recherche américain sur le cancer. D'ailleurs on connaît trop bien les tragiques conséquences de l'emploi qu'en font au Vietnam, au Laos et au Cambodge les impérialistes américains pour que des actions de ce type puissent passer sans riposte de la part des anti-impérialistes.

C'est pourquoi, en dénonçant ces agissements barbares des forces colonialistes portugaises, menés avec le soutien et la participation directe de l'Afrique du Sud et de l'impérialisme mondial, nous dénonçons également la collaboration militaire, économique et politique des gouvernements de Paris et Lisbonne.

Arrêter cette collaboration est une tâche qui devient de plus en plus urgente. Nous appelons les travailleurs français et les travailleurs portugais à alerter l'opinion publique et à renforcer leur unité contre le colonialisme portugais et contre le soutien du gouvernement français à celui de Lisbonne.

Pas une arme, pas un sou pour les
colonialistes portugais !

argentine 72

Oppression, répression, tortures.

Cette brochure montre les « conditions » dans lesquelles on prépare les « élections pour 1973 », avec des témoignages, chroniques, lettres de prison, et des articles sur l'Amérique Latine, (Brésil, Bolivie, Paraguay, Uruguay, etc...).

Elle est éditée par le Comité de Défense des Prisonniers Politiques Argentins, c/o Marguerite Duras, 15 impasse de Mont Tonnerre, Paris, 15ème. CCP/ Marguerite Duras : 442776, Paris.

Prix 5 F ; envoi franco : 5,50 F.

Le Comité édite aussi des Buletins d'Information. Demandez-les par lettre ; prix : 1 F.

des militants espagnols menacés d'expulsion

On se souvient qu'au mois de mars 1972, Marcellin prêtait main forte à la police franquiste, en faisant expulser les militants révolutionnaires basques de l'ETA, réfugiés politiques en France.

Il veut à nouveau frapper des militants révolutionnaires espagnols, à la veille des vacances pour que cela ne fasse pas trop de bruit.

En effet, le 13 mai 1972, à 14 H, deux révolutionnaires espagnols, Juan José Prieto-Lopez et Morales-Beltran passent clandestinement la frontière franco-espagnole. Ils sont arrêtés le 14 mai. Malgré leur demande du statut de réfugiés politiques, qui leur est refusé, ils passent en jugement le 31 mai. Le procès se fait en français, avec des avocats commis d'office qui se sont contentés de signer les actes. Ils sont condamnés à 3 mois de prison ferme à Bayonne.

La détention se termine le 14 juillet, après quoi, repassant en jugement ils risquent l'expulsion du territoire français (Marcellin leur proposerait même de s'engager dans la légion !).

Ces atteintes au statut de réfugié politique dans une France « démocratique » se multiplient d'autant que la poussée des luttes ouvrières (Seat, El Ferrol) et étudiantes (grèves en médecine) mettent à nu le caractère prétendument libéral du régime fasciste sur son déclin, qui n'a comme solution que l'accentuation de la répression.

Aussi n'est-il pas étonnant de voir notre ministre de l'intérieur (qui lui au moins ne craint pas d'être remercié par Pompidou) et Eduardo Blanco, son homologue espagnol, rendre plus étroits les liens entre leurs polices.

Notre tâche de révolutionnaires est de ne pas laisser impunément Marcellin continuer sa sale besogne contre les militants révolutionnaires espagnols et de lever le voile comme cela est effectué par un comité de soutien mis en place à Bordeaux, sur le danger qui pèse sur Prieto et Morales.

Statut de réfugié politique pour Pietro et Morales !

A bas la collaboration des polices française et espagnole !

A bas la dictature franquiste !

quatrième internationale

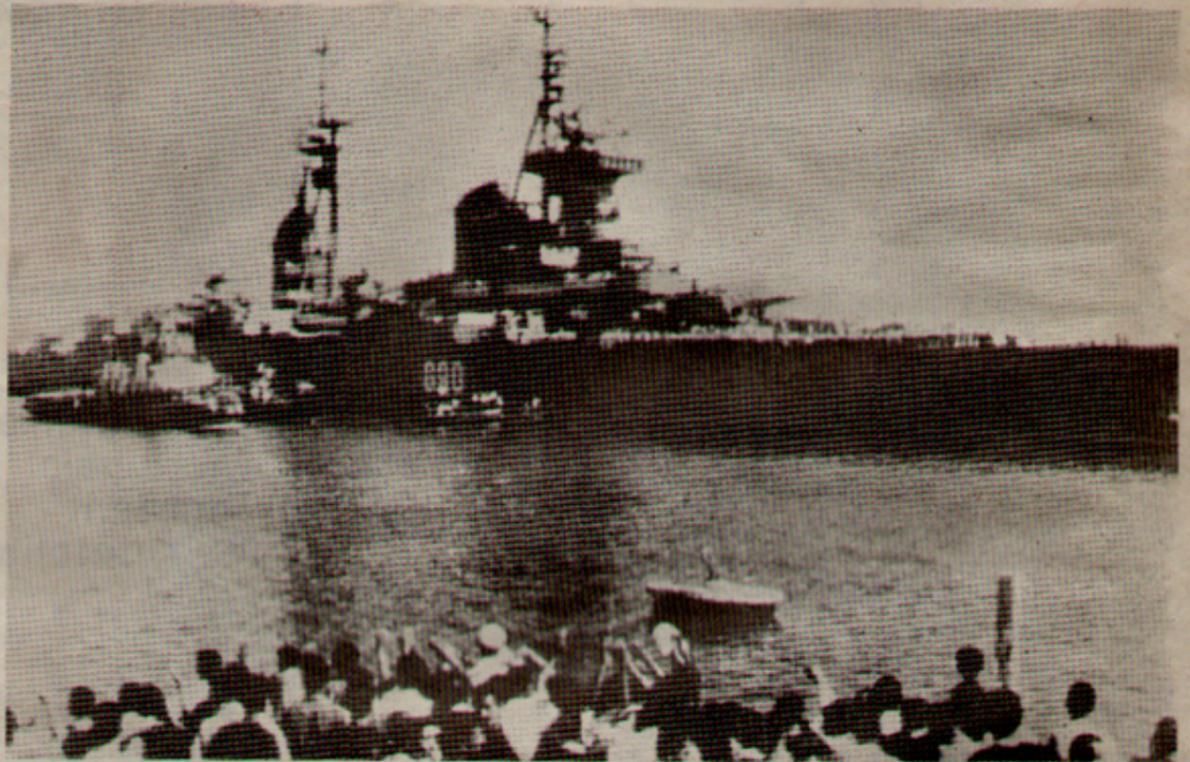


le numéro 3
de la revue est paru
au sommaire

- Indochine : une offensive qui ébranle le monde
- Dossier Yougoslavie
- La nouvelle radicalisation aux USA
- Amérique latine :
Brésil : Déclaration du POC-Combate
Bolivie : Vive le combat du peuple le 21 août
- La SFIO
- Espagne : Plate-forme de la LCR
etc., etc.

égypte

Navire de guerre
soviétique
devant Port-Saïd.



D.R.

à droite, toute !

En septembre 70, Anouar El-Sadate succédait à Nasser avec comme toile de fond à son accession au pouvoir la liquidation de la résistance palestinienne. En mai 71, il liquidait l'aile de l'armée et de l'appareil d'Etat favorable à des relations politico-militaires étroites avec l'Union soviétique. Ali Sabri et ses collègues étaient emprisonnés et jugés sous des faux prétextes de complot contre l'Etat. Aujourd'hui, en juillet 72, la phase finale de la politique d'Anouar El-Sadate s'ouvre par l'éviction ordonnée de quelques 20 000 conseillers militaires et économiques soviétiques.

Cette politique est cohérente et parfaitement logique. Il aura fallu deux années seulement au gouvernement Sadate pour affirmer un cours politique qui se situe sur la droite du nassérisme et balaye presque la totalité des conceptions nassériennes. Cette politique est celle de la bourgeoisie qui a grandi et s'est consolidée dans l'ombre de Nasser et qui a trouvé son expression dans le gouvernement Sadate.

La bourgeoisie contre la guerre

En septembre 70, Sadate était coincé. Il était évident qu'un redémarrage de la guerre contre Israël ne pouvait qu'amener une nouvelle catastrophe pour l'Egypte, dont la situation sociale et économique était et demeure précaire. Or toute l'histoire de la politique égyptienne depuis Nasser est naturellement déterminée par la question du sionisme. Il fallait trouver une solution sur ce point.

Sur le plan intérieur, à la même période, Sadate exprimait dès l'abord les intérêts de la bourgeoisie. Celle-ci ne voulait pas de guerre ; son but était de réintégrer l'économie égyptienne dans le marché capitaliste international. Elle tenait à en finir avec les coûts démentiels et improductifs d'une guerre impraticable. Il fallait donc renverser cette situation de paralysie. Les solutions sont venues de la classe sociale au pouvoir : de la bourgeoisie.

Liquider les séquelles du nassérisme

Tout en promettant que l'Egypte lutterait contre Israël, qu'en aucune manière on ne perdrait la face, Sadate faisait tout le contraire. Il était délicat pour lui de renverser soudainement un climat politique que Nasser avait créé, et qui se traduisait par une réelle volonté de la part de la population d'affronter Israël. C'était cette force du nassérisme qu'il fallait annihiler, et pour cela il devenait nécessaire de liquider ceux qui la représentaient au sein des structures gouvernementales : d'où les éliminations de mai 71.

La présence soviétique

La présence soviétique devenait militairement inutile, pour la simple raison qu'elle n'était pas utilisée et qu'elle ne pouvait l'être qu'en cas d'accord des Soviétiques. Cela ne pouvait se produire que dans l'éventualité d'une attaque israélienne : peu probable ! C'était une force statique qui servait davantage les intérêts soviétiques dans la région que ceux de l'Egypte et notamment de la bour-

geoisie égyptienne. Cela devenait l'obstacle à un règlement pacifique.

Utiliser les Américains contre Israël

Comme les Israéliens refusaient la moindre concession et que les Américains les laissaient faire, c'est Sadate qui prit l'initiative de cette solution. Le moyen principal recherché par Sadate pour un règlement pacifique était la pression sur les Américains. Tout a échoué. En offrant le départ des Soviétiques, c'est la plus importante concession qu'il fait au camp impérialiste : il fait pointer à l'horizon de la politique impérialiste en Méditerranée le départ de la flotte soviétique des ports égyptiens et de ce fait la possible remise en cause de la présence soviétique en Méditerranée. C'est ce que veulent les impérialistes. Le problème pour Sadate est donc d'utiliser les Américains pour faire plier les Israéliens. Dans ces conditions, il peut enlever, sans brandir la menace de la guerre devenue une farce ridicule, une arme à la politique des dirigeants sionistes, celle de l'armée soviétique en Egypte ; en même temps, il donne des garanties aux USA. Mettre en porte-à-faux la politique israélienne est le but principal de cette initiative d'éviction des Soviétiques.

Le choix de la présente période pour opérer cette transformation dans la politique égyptienne est déterminé en grande partie par les élections américaines. La victoire de Mc Govern à la convention du Parti Démocrate donne une marge de manœuvre aux opérations politiques de Sadate.

Les relations avec la France

Une difficulté demeure dans le processus amorcé par Sadate. Qui va désormais assurer l'afflux de capitaux

nécessaire à l'économie égyptienne ? D'où vont venir les capitaux investis en Egypte ? L'ouverture faite au gouvernement français par les gouvernants égyptiens est un premier pas vers la réorganisation des relations de l'Egypte avec le monde capitaliste, notamment sur le plan militaire. La volonté de l'équipe Sadate de restaurer les liens avec le camp capitaliste s'accompagne du risque d'une néo-colonisation de l'économie égyptienne. Le choix d'ouvrir des relations privilégiées avec la bourgeoisie française d'une part concrétise le bénéfice que tire le régime Pompidou de la politique gaulliste à l'égard du monde arabe ; d'autre part il est plus sûr pour le gouvernement égyptien de traiter avec les Français dont la faiblesse militaire et industrielle ne leur permet pas d'intervenir directement dans les affaires intérieures de la bourgeoisie égyptienne. Le climat est encore trop anti-américain dans les masses égyptiennes pour ouvrir directement des relations avec eux. Quant aux Britanniques, ce sont les anciens colonisateurs !

Le nassérisme a vécu. Le bonapartisme est mort. Le jeu de balance a craqué. C'est la bourgeoisie qui est au pouvoir en Egypte, elle travaille avec son camp. Il ne serait pas outre mesure étonnant que ceux qui soient le plus embêtés par ce tournant de la politique égyptienne soient les dirigeants sionistes eux-mêmes. Ils sont en quelque sorte mis au pied du mur par Sadate. Quant aux masses égyptiennes, ce sera à elles de payer la note de cette opération, suite naturelle de la liquidation de la résistance palestinienne.

G. VERJAT
19.7.72



D.R.

Kossyguine et Sadate à l'enterrement de Nasser.

soutenez rouge abonnez vous

| Abonnements | un an : 50 numéros | | six mois : 25 numéros | |
|----------------------|--------------------|----------|------------------------------------|--|
| | FRANCE | ETRANGER | | |
| un an, pli ouvert | 65 F | 80 F | PAR AVION écrire à Rouge | |
|, pli fermé | 130 F | 160 F | pour tout changement d'adresse | |
| six mois, pli ouvert | 33 F | 40 F | joindre 1fr50 et la dernière bande | |
|, pli fermé | 66 F | 80 F | | |

rouge

10, Impasse
Guéménée
Paris 4e
CCP 250-43-88
Paris.

Je désire m'abonner à ROUGE

(ECRIRE EN MAJUSCULES S.V.P.)

NOM
PRENOM
ADRESSE